RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021



ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf des Deux-Sèvres

la sécurité sociale

#CULTIVONS NOS TALENTS

SOMMAIRE

Édito	3
Le journal de l'année 2021	4-7
Le département	8-9
Les allocataires	10-11
Les prestations versées	12-13
Les territoires	14-17
La petite enfance	18-21
Le temps libre des enfants et des familles	22-23
La jeunesse	24-25
Le soutien à la parentalité	26-29
L'inclusion et l'accompagnement social	30-31
L'animation de la vie sociale	32-33
Le logement et l'habitat	34-35
Un accès aux droits renforcé	36-37
Une offre de service personnalisée	38-39
Le juste droit	40-43
Un employeur engagé	44-47
Le Conseil d'administration	48
Les services	49
Les sigles	50-51

ÉDITO

Cécile BONAMY
Directrice



Cultivons nos talents

Poursuivre le développement du service rendu tout en consolidant les actions engagées a guidé notre action dans cette deuxième année de crise sanitaire.
Chaque année qui passe s'accompagne d'évolutions marquantes. A cet égard, l'année 2021 a nécessité une mobilisation exceptionnelle des équipes avec la réforme des aides au logement qui a touché près de 36% des allocataires et le nouveau mode de connexion à l'espace « Mon Compte » pour les 64 000 allocataires de la Caf des Deux-Sèvres.

Avec la signature du schéma départemental des services aux familles et le déploiement des Ctg sur l'ensemble du département, les bases d'un partenariat fructueux sont posées pour les 5 prochaines années dans les domaines de la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité. D'ores et déjà, nous avons fait fructifier les initiatives du plan Rebond avec le soutien à la création de 42 places d'accueil du jeune enfant. Une belle réussite en Deux-Sèvres !

Des offres de services attentionnées se sont mises en place pour faciliter la vie des familles telles que l'aide au départ en vacances des monoparents et un parcours simplifié pour les personnes séparées intégrant l'intermédiation financière pour le paiement des pensions alimentaires.

Place aux jeunes talents aussi. La nouvelle édition de la Fabrik à Déclik a été un succès et plus de 100 jeunes sont venus cultiver leurs talents et révéler leur potentiel. De nombreuses initiatives sur les territoires ont également été soutenues par la Caf pour favoriser l'autonomie des jeunes telles que la formation de 8 nouveaux Promeneurs du net, le maillage du département en référents jeunesse ou l'inauguration de la Cité de la jeunesse et des métiers à Bressuire. Nous sommes aussi allés à la rencontre des étudiants pour mieux comprendre leurs attentes et les renseigner sur les démarches et les aides possibles.

Pour les professionnels de la Caf, l'assemblée générale du personnel organisée en septembre sur le thème « Cultivons nos talents » restera un moment fort de retrouvailles et de respiration dans une période particulièrement soutenue. J'adresse mes sincères et très chaleureux remerciements à l'ensemble des agents oeuvrant quotidiennement pour garantir le service rendu aux allocataires et partenaires.

Le départ d'Isabelle-Laure Bouty-Jurdic, directrice financière est l'occasion de souligner son parcours exemplaire au sein de la Sécurité sociale, dont 9 années à la Caf des Deux-Sèvres, avec un haut niveau d'implication, le sens des relations humaines et une inextinguible curiosité.

Je salue également l'implication des administrateurs avec une mention spéciale pour ceux qui réalisaient leur dernière année de mandat avant le renouvellement fixé début 2022.

Tous ensemble, pas à pas, inlassablement, nous avons œuvré pour faire grandir, embellir et mieux servir.

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 2021

Des évolutions structurantes dans la délivrance des prestations

2021, l'année de la réforme des aides au logement

2021 a été en grande partie marquée par la réforme des aides personnelles au logement.

Afin de s'adapter au plus près des besoins et à la situation des allocataires, les revenus des 12 derniers mois sont désormais pris en compte, au lieu des revenus perçus sur l'année N-2 et le droit est actualisé tous les 3 mois.

Ces évolutions d'ordre réglementaire ont eu un fort impact technique sur les outils de gestion des droits. Elles constituaient, en effet, le premier palier d'intégration automatique de données via le nouveau système d'informations.



Une mobilisation continue pour garantir la continuité de service

Liées aux difficultés informatiques pour traiter les dossiers relatifs aux demandes d'aides au logement, les délais de traitement ont certaines fois été rallongés.



La Caf des Deux-Sèvres, tout au long de l'année, n'a cessé de se mobiliser pour garantir la continuité de service auprès des allocataires et des partenaires.

Plusieurs dispositifs ont été mis en place pour soutenir nos gestionnaires conseil allocataires et répondre au mieux à nos engagements : recrutement d'agents en CDD, heures supplémentaires, renforts nationaux et régionaux, une cellule de veille interne dédiée et également un dispositif d'entraide interne inédit "Partag'heures".

Le principe des Partag'heures : fédérer les forces vives de l'organisme en s'appuyant sur la mobilisation de volontaires qui réservent du temps de travail pour contribuer à l'activité d'un secteur qui a besoin d'aide. Ainsi pendant 3 semaines, du 7 au 25 juin 2021, une cinquantaine d'agents se sont mobilisés et ont pu "partager" 470h avec les services dont la charge était la plus importante.

Au terme du dispositif, une réduction de stock et de l'antériorité a été observée, l'intérêt du dispositif a bien été perçu au-delà du gain mesuré en termes de productivité avec un enrichissement personnel (découverte métier, échanges interpersonnels) autant que professionnel (croisements des regards, complémentarité des approches).



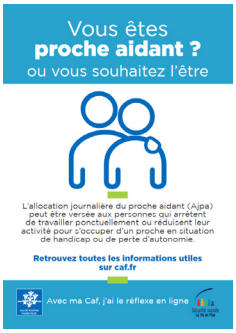
L'évolution de la connexion à l'espace « Mon compte »



A l'automne, afin de personnaliser la connexion à l'espace Mon Compte, une connexion individualisée, "à la personne" s'est mise en place. Ainsi, les allocataires, depuis le 9 octobre, se connecte à l'aide de leur numéro de Sécurité sociale ou grâce au dispositif "France Connect" sur le caf.fr ou l'application mobile. Cette évolution a pour objectif de renforcer la sécurisation des services en ligne de la branche famille et de simplifier et uniformiser les démarches pour les allocataires, avec un mode de connexion commun à l'ensemble des services publics.

La gestion de l'allocation journalière du proche aidant

L'allocation journalière du proche aidant (Ajpa) continue son développement afin d'aider les personnes arrêtant de travailler ponctuellement ou réduisant leur activité pour s'occuper d'un proche en situation de handicap ou perte d'autonomie d'une particularité grave. La Caf des Deux-Sèvres, "pivot" sur le sujet assure la gestion de cette prestation pour le compte de 26 autres Caf. En 2021, 25 allocataires deux-sévriens ont pu bénéficier de cette prestation lancée en octobre 2020.



Favoriser l'accès aux droits et à la connaissance de l'ensemble de notre offre de services

Un parcours simplifié pour les personnes séparées



À la Caf des Deux-Sèvres, 14,4% des familles sont monoparentales.

Pour les soutenir, au moment de la séparation ou lorsqu'elle est déjà engagée, la Caf propose une offre de services globale réunie dans un « Parcours séparation ». Ainsi, dès lors qu'une séparation est déclarée, les allocataires peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé selon leur situation (aides financières et/ou accompagnement personnalisé).



Pour améliorer l'accompagnement des familles monoparentales, l'année a notamment été marquée par :

· La mise en place, dès le mois de janvier, de l'intermédiation financière pour le paiement des pensions alimentaires, pour tous les couples séparés qui en font la demande, avec ou sans situation d'impayés.

· La reprise des séances collectives et gratuites « Parents après la séparation » avec notamment une date à Niort en novembre 2021 réunissant 12 adultes et 8 enfants. Davantage de dates seront proposées en 2022 sur l'ensemble du département.

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 2021



« Aller vers » les étudiants

Pour favoriser l'accès aux droits, la Caf des Deux-Sèvres a participé à plusieurs salons au cours de l'année pour aller à la rencontre des étudiants et leur présenter l'ensemble de leurs droits (prestations légales et aides individuelles) :

- Village associatif du pôle universitaire de Niort (16/09/21)
- Forum des solutions à saisir (29/09/21)
- Salon des études supérieures (13/11/21)

Suite à ces événements, un mailing était adressé aux étudiants s'étant présentés au stand afin de leur communiquer toutes les informations nécessaires pour effectuer leurs démarches et bénéficier des justes droits.

Un schéma départemental des services aux familles pour coordonner les actions partenariales et clarifier l'offre à destination des familles

Le schéma départemental des services aux familles (SDSF) 2021-2025 a été signé par la Caf, le Conseil Départemental, le Préfet, la Msa, l'Education Nationale et l'UDAF.
Un diagnostic, identifiant les atouts et principaux défis au sein du département a été réalisé afin de proposer des actions concrètes visant à coordonner les actions partenariales dans l'intérêt des familles.



Ces actions s'inscrivent dans le cadre de politiques publiques ambitieuses portées par la Caf notamment autour de la petite enfance, la parentalité, l'enfance et la jeunesse avec 3 enjeux déclinés :

· Une offre de service adaptée aux besoins des territoires
· La qualité des services
· L'accès aux services par les publics en situation de fragilité

Le comité départemental sera installé en 2022 afin de piloter et mettre en oeuvre ce schéma avec les partenaires.



100% de la population deux-sévrienne couverte par une Convention territoriale globale

Après le renouvellement de la Convention territoriale globale (Ctg) avec la communauté de communes Val de Gâtine et la signature de 2 nouvelles Ctg avec la communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais et la majorité des communes de la communauté d'agglomération du Niortais, la population deux-sévrienne est désormais couverte en quasi-totalité. Une Ctg est une véritable démarche d'investissement social et territorial permettant de favoriser le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs grâce à un diagnostic partagé au préalable avec l'ensemble des partenaires concernés.



Des places toujours plus nombreuses pour l'accueil du jeune enfant

Des aides pour faire (re)bondir les places d'accueil du jeune enfant

Le Conseil d'administration de la Cnaf a décidé de nouvelles mesures pour soutenir durablement l'activité des structures d'accueil de la petite enfance fragilisées par la crise sanitaire et encourager le développement de nouveaux projets dans le cadre d'un « plan Rebond ». La mise en œuvre des mesures de ce Plan Rebond est assurée en local par la Caf des Deux-Sèvres avec une contribution à l'ingénierie de projet et la mobilisation de différents dispositifs de soutien financier à l'investissement et au fonctionnement pour la création de crèches (PSU) et de haltes-garderies. Avec un plan d'aides exceptionnelles, la Caf a soutenu la création de 42 nouvelles places d'accueil du jeune enfant avec un financement à hauteur de 70%.



L'essor des Mam

Avec 12 nouvelles ouvertures de Maisons d'assistants maternels (Mam) en 2021, l'essor est confirmé pour ce mode de garde qui semble séduire aussi bien les professionnels que les parents. Grâce au plan Rebond, la Caf peut soutenir à hauteur de 3000 € toute nouvelle structure ou extension d'une structure existante d'au moins 10% pour l'achat de matériel de puériculture.

Une assemblée générale du personnel pour "cultiver nos talents"



Pour la première fois depuis 2 ans, l'ensemble du personnel de la Caf des Deux-Sèvres a pu se réunir le 9 septembre 2021 lors de son assemblée générale du personnel.

Avec pour thématique "Cultivons nos talents pour réussir l'avenir", la matinée a permis de mener une réflexion sur les évolutions à venir de la relation de service, la relation partenariale, le contrôle et juste droit. L'après-midi a été consacrée à l'animation de la cérémonie de remise des médailles du travail, avec la mise à l'honneur des médaillés des deux dernières années.

Cet événement interne s'est révélé être un moment convivial et fédérateur apprécié par l'ensemble des salariés.

Un changement de directrice comptable et financière

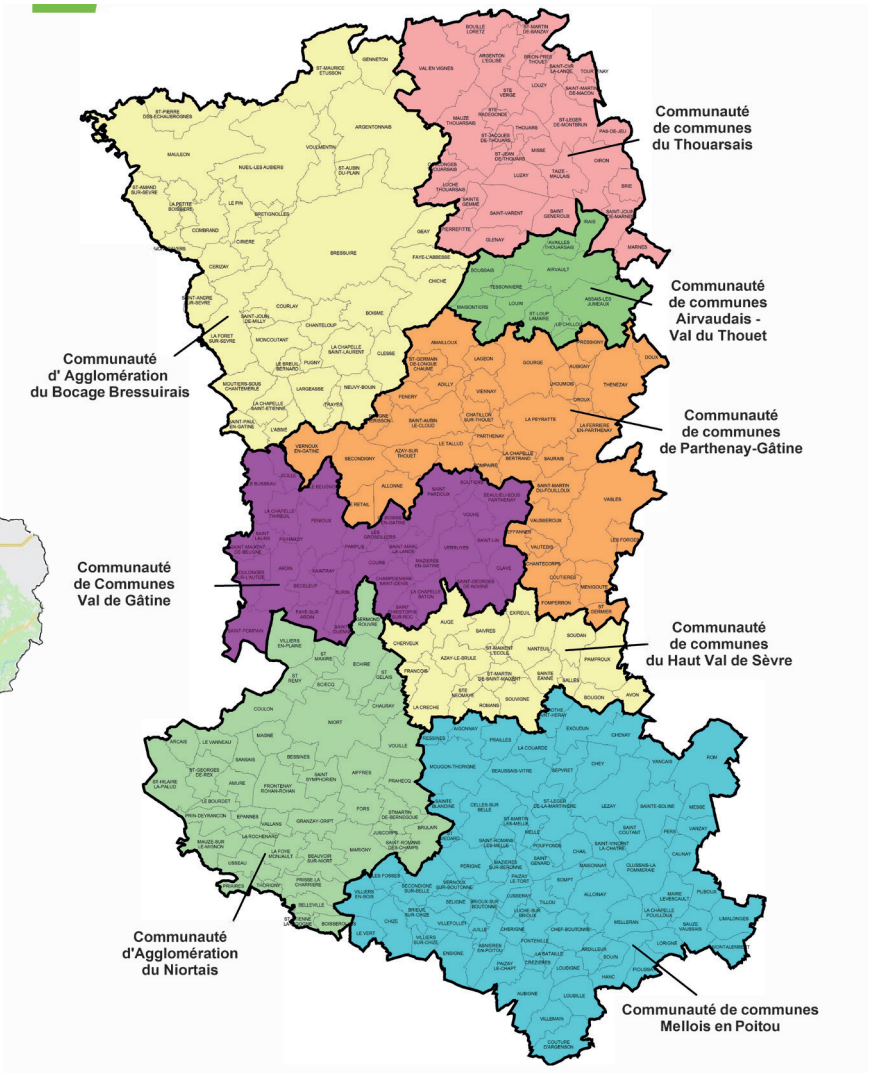
Après 40 ans au service de la Sécurité sociale et 9 années à la Caf des Deux-Sèvres en tant que directrice comptable et financière, Isabelle-Laure Bouty-Jurdic a pris son "envol" en octobre 2021 pour une retraite bien méritée.
Laurence Charron, diplômée de la 50ème promotion de l'En3S et forte de ses expériences passées au sein de la branche maladie, a pris ses nouvelles fonctions le 1er novembre 2021 en qualité de directrice comptable et financière.



LE DÉPARTEMENT DES DEUX-SÈVRES

L'un des 12 départements de la région Nouvelle Aquitaine





6 000 km²

62 habitants au km²





Les Deux-Sévriens bénéficient d'une desserte routière optimale grâce aux autoroutes A10 et A83 (vers Paris, Bordeaux et Nantes) et A87 (vers Angers), du TGV Atlantique qui place Niort à 2h de Paris, de la proximité des aéroports internationaux de Nantes et Bordeaux, ainsi que de l'aéroport de La Rochelle-Île de Ré à 45 minutes. A mi-chemin entre Poitiers et La Rochelle, Niort est la porte d'entrée du Marais Poitevin qui s'étend à l'ouest jusqu'à la baie de l'Aiguillon, entre Vendée et Charente-Maritime.
Sa position au centre de grands pôles touristiques et économiques, associée aux attraits propres des Deux-Sèvres, en font un département attractif.

Avec 62 habitants par km², la densité de population des Deux-Sèvres est inférieure à la moyenne régionale (71 habitants par km²). 69% de sa population vit dans une commune peu dense ou très peu dense, ce qui en fait le troisième département le plus rural de la région. Toutefois, 85% des Deux-Sévriens résident dans une aire d'attraction des villes, c'est-à-dire un espace où les déplacements domicile-travail convergent en direction d'un pôle d'emplois. Au 1er janvier 2019, 374 878 habitants résident dans le département, ce qui représente 6,3% de la population régionale. Entre 2008 et 2018, le nombre de Deux-Sévriens augmente de 0,3% par an avec une augmentation positive dans les grandes villes comme Niort et Bressuire. Illustration d'un tissu productif dynamique, la part d'actifs en Deux-Sèvres est de 77% et le taux de chômage est le plus faible de la Nouvelle-Aquitaine et un des plus bas de France (5,2% de la population active contre 6,6% au niveau régional et 7,4% au niveau national).

Niort, capitale des mutuelles : l'agglomération niortaise accueille le siège de grandes mutuelles. Elle compte également des sièges régionaux ou administratifs et des entreprises dont le capital est partagé entre plusieurs mutuelles. Cette situation particulière fait de Niort la 4ème place financière de France après Paris, Lyon et Lille.

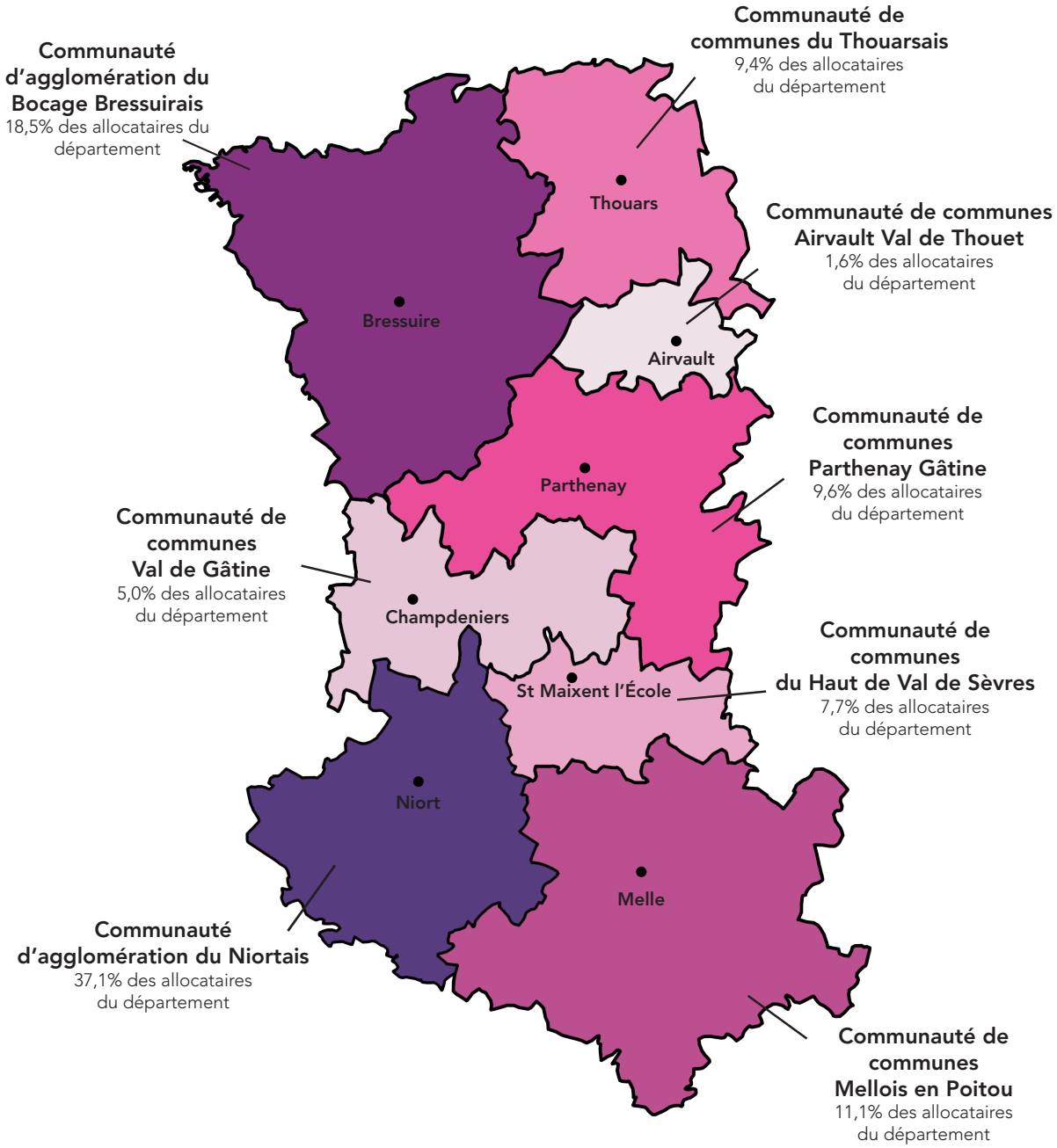
374 878
habitants
en 2019

463 616 ha
de terres agricoles
77% du département

5,2%
de taux de chômage
(Moyenne régionale : 6,6%)
en 2021

12,2%
de la population sous le seuil de pauvreté
en 2019
(Moyenne régionale : 13,4%)

LES ALLOCATAIRES



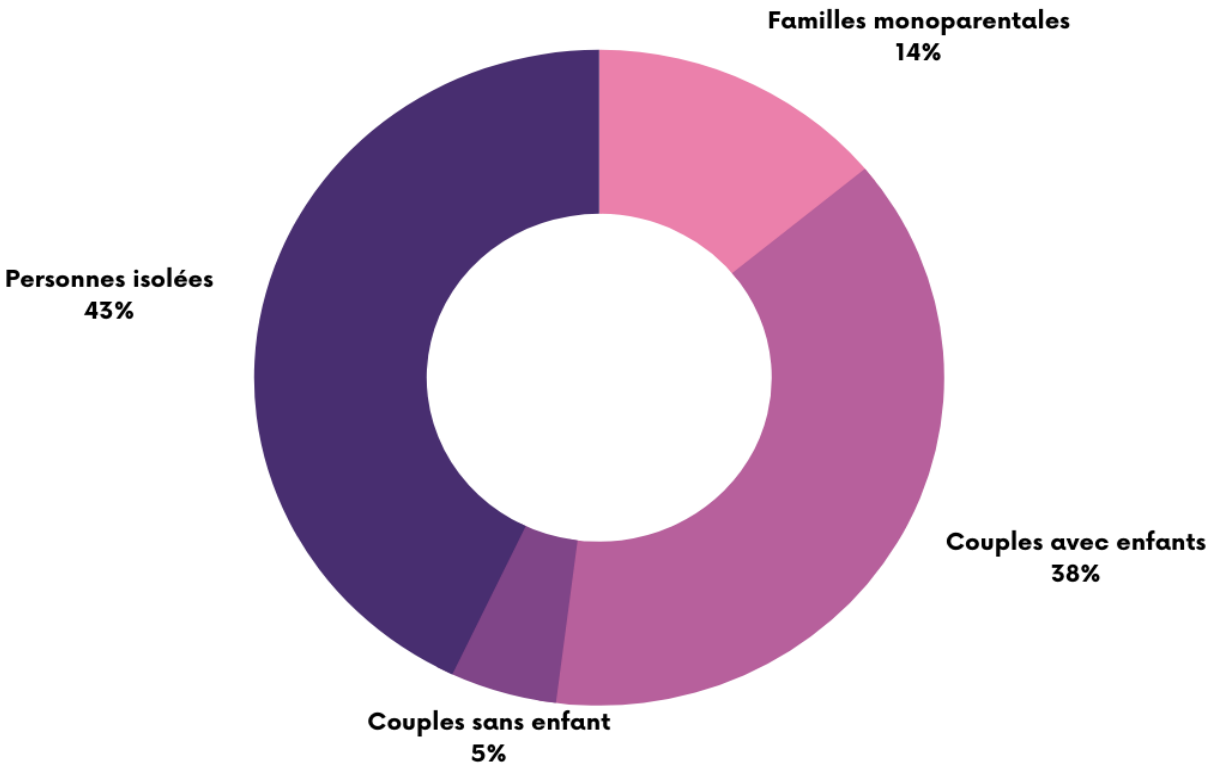
64 530
allocataires,
- 2,6 % par
rapport à 2020

158 691
personnes couvertes,
soit **42,3%**
de la population
du département

Pour 21 allocataires sur 100,
les prestations
représentent plus de **50%**
des ressources



Les familles allocataires



8 741 enfants de 0 à 2 ans

31 344 enfants de 3 à 11 ans

Répartition des familles allocataires selon le nombre d'enfants

28% de familles avec 1 enfant

51% de familles avec 2 enfants

21% de familles avec 3 enfants et plus

LES PRESTATIONS VERSÉES

Prestations d'accueil du jeune enfant		
Prestation	Bénéficiaires	Montants
Prime naissance/adoption	197	3 380 139 €*
Allocation de base	7 104	14 187 755 €
Prestation partagée d'éducation de l'enfant	977	3 212 376 €
Complément libre choix d'activité	2	6 663 €
Complément mode de garde	4 639	36 294 742 €
TOTAL		**57 081 675 €**

*A noter pour 2021 : versement de la prime naissance décalé à 2 mois après la naissance au lieu du 7ème mois de grossesse, générant le versement de 16 mois de prime en 2021.

Prestations d'entretien		
Prestation	Bénéficiaires	Montants
Allocations familiales (Af)	24 365	61 495 296 €
Complément familial (Cf)	4 086	10 385 364 €
Allocation de soutien familial (Asf)	3 394	7 550 148 €
Allocation de rentrée scolaire (Ars)	14 344	9 617 587 €
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh)	2 146	5 511 051 €
Allocation journalière de présence parentale (Ajpp)	42	411 978 €
Complément Ajpp	11	21 154 €
Allocation journalière du proche aidant (Ajpa)	25	50 867 €
Allocation forfaitaire en cas de décès d'un enfant		92 530 €
TOTAL		**95 135 974 €**

La réforme des aides au logement

Depuis le 1er janvier 2021, l'aide au logement est recalculée tous les 3 mois sur la base des revenus des 12 derniers mois connus (M-2 à M-13) et non plus sur la base des revenus perçus il y a 2 ans.



Les aides au logement représentent 16% du total des prestations versées et enregistrent par rapport à l'année précédente une baisse des bénéficiaires (-14%) et une baisse des montants (-6,03%). Des baisses, en grande partie expliquées par un dépassement des plafonds de revenus maximum.

Logement		
Prestation	Bénéficiaires	Montants
Allocation de logement familiale	4 646	16 013 092 €
Allocation de logement sociale	8 787	18 790 763 €
Aide personnalisée au logement	10 016	23 633 036€
TOTAL		**58 436 891 €**

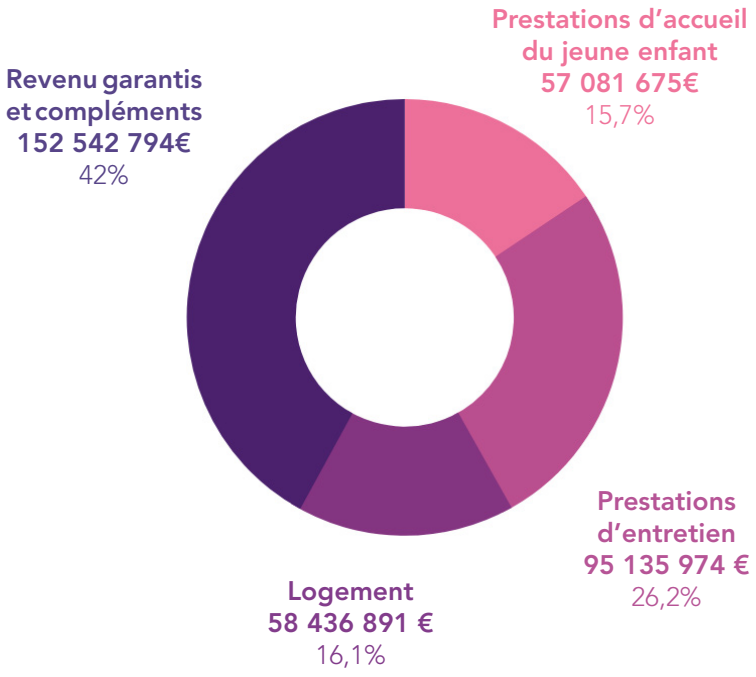
Revenu garanti et compléments		
Prestation	Bénéficiaires	Montants
Rsa - socle et jeunes (hors Rsa jeunes)	6 379	40 304 058 €
Rsa jeunes	3	21 579 €
Prime exceptionnelle de fin d'année Rsa	6 561	1 506 204 €
Primes covid 2020	393	34 614 €
Allocation adultes handicapés (Aah)	7 017	62 434 705 €
Prime d'activité	23 142	48 241 635 €
TOTAL		**152 542 794 €**

Le poids financier

Près de 384,9 M€ versés en 2021, soit plus d'1 M€ par jour injectés dans l'économie locale.

363,2 M € de prestations légales versées en 2021, soit **469 €** par mois et par allocataire en moyenne, ce qui représente une baisse de 4,7 % par rapport à 2020.

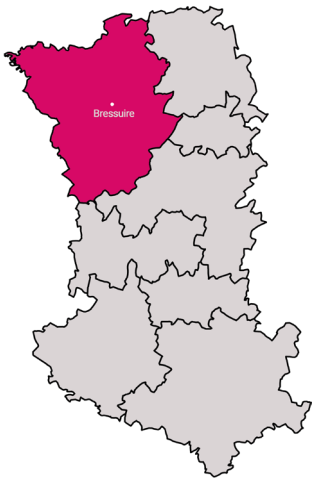
et **21,7 M €** versés au titre de l'action sociale, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2020.



LES TERRITOIRES

La communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais

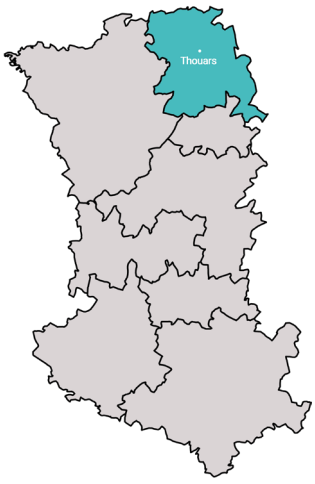
33 communes
73 739 habitants
11 907 allocataires
32 042 personnes couvertes soit 43,5% de la population du territoire
1 accueil Caf à Bressuire
1 Ctg signée



4 Laep
5 Csc
5 Rpe
11 Eaje
17 Mam
1 Rhj
20 Alsh Extrascolaires
16 ALSH Périscolaires
1 Evs
5 Ps jeunes

La communauté de communes du Thouarsais

24 communes
35 665 habitants
6 070 allocataires
14 947 personnes couvertes soit 41,90% de la population du territoire
1 accueil Caf à Thouars
1 Ctg signée



2 Csc
2 Rpe
6 Eaje
3 Mam
1 Rhj
8 Alsh Extrascolaires
7 Alsh Périscolaires
2 Ps jeunes



La communauté de communes Airvaudais Val de Thouet

9 communes
6 897 habitants
1 016 allocataires
2 483 personnes couvertes soit 36% de la population du territoire
1 Ctg signée



1 Csc
1 Rpe
1 Rhj
2 Mam
2 Alsh Extrascolaires
1 Alsh Périscolaire
1 Ps jeunes

La communauté de communes de Parthenay-Gâtine

38 communes
37 381 habitants
6 156 allocataires
14 265 personnes couvertes soit 38,20% de la population du territoire
1 accueil Caf à Parthenay
1 Ctg signée



1 Laep
2 Csc
5 Rpe
5 Eaje
3 Mam
2 Rhj
6 Alsh Extrascolaires
3 Alsh Périscolaires
1 Evs
2 Ps jeunes

LES TERRITOIRES

La communauté de Val de Gâtine

31 communes
21 480 habitants
3 224 allocataires
8 651 personnes couvertes soit 40,30% de la population du territoire
1 Ctg signée



1 Laep
1 Csc
3 Rpe
3 Eaje
2 Mam
4 Alsh Extrascolaires
3 Alsh Périscolaires
1 Ps jeunes

La communauté d'agglomération du Niortais

niortagglo
Agglomération du Niortais

40 communes
121 220 habitants
23 819 allocataires
55 213 personnes couvertes soit 45,50% de la population du territoire
1 Ctg signée
Siège de la Caf à Niort



2 Laep
11 Csc
8 Rpe
19 Eaje
9 Mam
2 Rhj
32 Alsh Extrascolaires
21 Alsh Périscolaires



La communauté de communes du Haut Val de Sèvre

19 communes
30 803 habitants
4 949 allocataires
13 174 personnes couvertes
soit 42,70% de la population du territoire
1 Ctg signée



3 Rpe
3 Eaje
5 Mam
2 Alsh Extrascolaires
5 Alsh Périscolaires
1 Ps jeunes

La communauté de communes Mellois en Poitou

62 communes
47 614 habitants
7 127 allocataires
17 510 personnes couvertes
soit 36,80% de la population du territoire
1 accueil Caf à St Martin les Melle
1 Ctg signée



5 Laep
1 Csc
5 Rpe
5 Eaje
5 Mam
2 Rhj
7 Alsh Extrascolaires
3 Alsh Périscolaires
2 Ps jeunes

12 818 395 €
versés au titre de l'action sociale

LA PETITE ENFANCE

Le rôle de la Caf dans l'accueil de la petite enfance

La petite enfance est le champ d'intervention prioritaire de la Caf des Deux-Sèvres en matière d'action sociale.



L'objectif est de développer l'offre d'accueil en luttant contre les inégalités sociales et territoriales tout en améliorant son efficience.

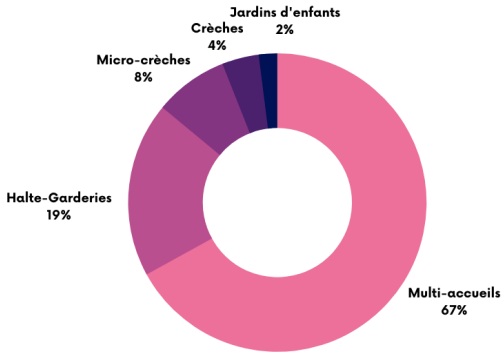
Les Deux-Sèvres bénéficient d'un très bon taux de couverture en modes d'accueil, avec 74 places offertes pour 100 enfants de moins de 3 ans, tous modes d'accueil confondus, contre 59 au niveau national.

Cet atout contribue à l'attractivité et au dynamisme du département.

8 544 bénéficiaires de la Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) dont

7 104 bénéficiaires de l'allocation de base

4 639 bénéficiaires du complément de mode de garde



L'accueil collectif

La Caf met en œuvre les moyens nécessaires pour :

· Créer de nouvelles places, notamment dans les zones prioritaires, tout en favorisant leur accès aux familles modestes ou confrontées au handicap d'un jeune enfant. En 2021, 9 nouvelles places ont été développées sur le département : 3 à la crèche du Mûrier gérée par le CCAS de Niort, 2 à la halte-garderie Galipette gérée par la communauté de communes Val de Gâtine, 4 au multi-accueil Les enfants d'abord de Mougon.

· Pérenniser l'offre d'accueil collective existante et accompagner les structures en difficulté. Le déploiement de la démarche Ida (Informer, Détecter, Accompagner) s'est poursuivi en 2021 visant à accompagner les partenaires dans la gestion des structures petite enfance en situation de fragilité et éviter ainsi, les fermetures de crèches.

L'année a été également marquée par la labellisation de la 1ère crèche à vocation d'insertion professionnelle sur le département (Avip) : «Les Lucioles» à Parthenay ayant accueilli en 2021 18 familles en démarche d'insertion professionnelle (36% des familles) pour 357 heures effectives d'accueil.



10 286 729€
pour le fonctionnement des structures collectives d'accueil du jeune enfant

52
équipements d'accueil du jeune enfant

1243 places (+ 9 places)

Grâce au plan Rebond, des projets soutenus pour la création de 42 places d'accueil du jeune enfant et 1 Mam



Le plan Rebond, voté par le Conseil d'administration de la Cnaf, a été mis en œuvre pour soutenir durablement l'activité des structures d'accueil de la petite enfance fragilisées par la crise sanitaire et encourager le développement de nouveaux projets, avec des mesures phares :

· Encourager l'investissement pour la création de nouvelles places avec un plan d'aides exceptionnelles à l'investissement. En Deux-Sèvres, le montant de l'aide maximale est passé de 15 200 € à 21 000 € par place soit 70% du coût théorique d'une place.

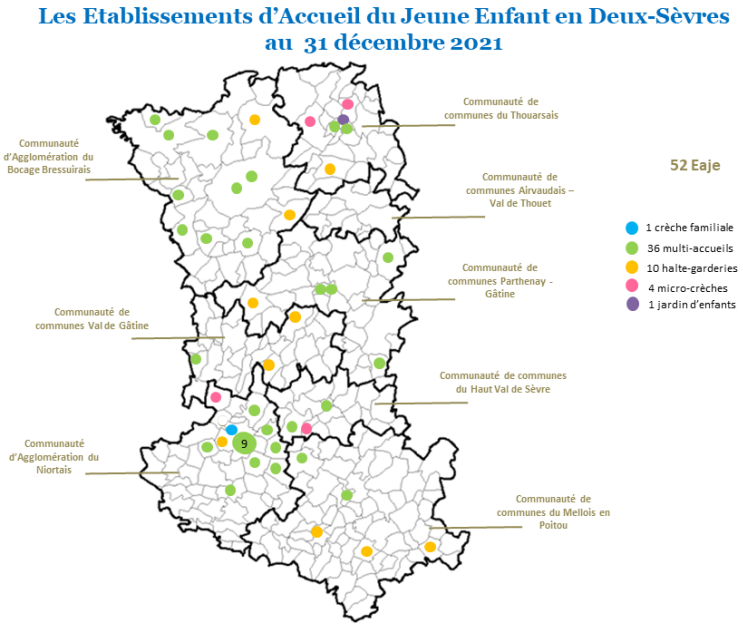
· Alléger les charges des collectivités pour les places de crèches avec la majoration pérenne du barème du Bonus territoire.

· Encourager le développement des Maisons d'assistants maternels.

· Soutenir les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) et les Maisons d'assistants maternels (Mam) fragilisés par la crise sanitaire. Afin d'accompagner les baisses partielles ou totales d'activité des équipements causées par la pandémie, la Cnaf a mis en place différentes mesures financières exceptionnelles aux places fermées ou non pourvues en faveur des Eaje et des Mam. Elles ont fait l'objet d'adaptations régulières selon l'évolution de l'épidémie, des consignes sanitaires et de leurs effets sur le fonctionnement des modes d'accueil.

Le plan Rebond a permis, en 2021, de favoriser l'ouverture d'une structure et l'extension de places pour deux autres multi-accueils (à Bressuire, Saint-Pardoux, et Parthenay) permettant l'ouverture à venir de 42 places avec un soutien financier de la Caf dépassant le million d'euros.
Une Maison d'assistants maternels à St Maurice Etusson a également pu bénéficier d'une aide au démarrage de 3000 € pour augmenter sa capacité d'accueil de 10%.

La Caf accompagne ses partenaires dans leurs projets d'investissement pour développer l'offre d'accueil collectif. Elle a ainsi attribué en 2021 665 000 € dans le cadre du Plan d'Aides Exceptionnelles à l'Investissement et 70 000 € complémentaires sur ses fonds propres à l'association Les P'tits Chênes à Bressuire pour porter la création d'un multi accueil de 35 places.



Naissance d'un nouveau multi-accueil à Bressuire

ZOOM

Un collectif de chef d'entreprises du Bocage Bressuirais s'est constitué pour étudier l'opportunité de créer une crèche inter-entreprises. En janvier 2021, un comité de pilotage regroupant 4 entreprises, la Caf, la PMI, l'Agglomération et la commune a partagé un diagnostic. Les échanges ont permis d'ancrer le projet sur le territoire et de définir les besoins des différents acteurs pour mener à bien ce projet à forte valeur ajoutée. En avril, l'association Les P'tits Chênes a vu le jour pour porter la création d'un multi-accueil inter-entreprises bilingue anglais-français de 35 places. La structure sera prioritairement proposée aux salariés des entreprises ayant réservé des places : Groupe Millet, Laboratoire Science & Nature, Meubles Celio et Wesco. En plus du soutien en ingénierie sociale de la Caf, Les P'tits Chênes bénéficie du plan Rebond !

944 405€
versés pour l'accueil individuel dont 884 705€ pour le fonctionnement des Rpe

LA PETITE ENFANCE

L'accueil individuel

Le soutien aux assistant(e)s maternel(le)s



Prépondérants sur le département, les assistants maternels proposent 80% des places offertes. Environ 1 600 assistants maternels gardent 4 500 enfants de moins de 3 ans et 1 100 enfants de 3 ans et plus.

Les assistants maternels doivent désormais renseigner sur le site monenfant.fr les informations relatives à leur identité, leurs coordonnées, et les disponibilités d'accueil, afin d'améliorer l'information des familles.
954 assistants maternels étaient référencés sur le site public national de référence des modes d'accueil d'enfants au 31 décembre 2021.

monenfant.fr

Le développement des Maisons d'assistants maternels (Mam)

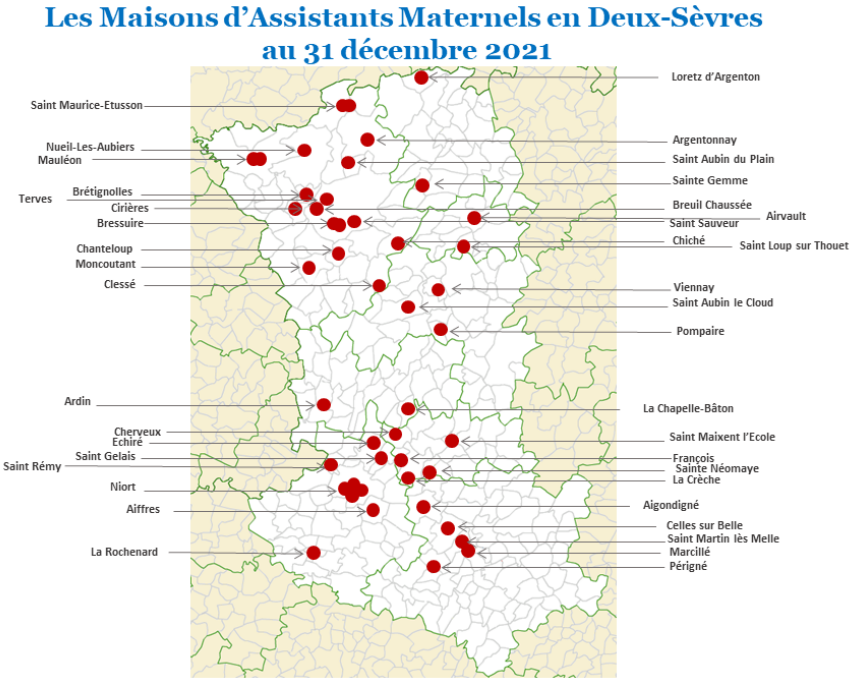
La Caf soutient le développement des Maisons d'assistants maternels.

Ces lieux d'accueil regroupent 2 à 4 professionnels et peuvent accueillir jusqu'à 4 enfants chacun, dans un local garantissant leur sécurité et leur santé.

L'année 2021 a vu une augmentation significative de la création de Mam dans le département, avec 12 ouvertures supplémentaires, portant le nombre total de Mam à **46**.

46 Maisons d'assistant(e)s maternel(le)s

12 ouvertures en 2021





La poursuite du maillage des Relais petite enfance

La Caf poursuit le maillage territorial des Relais petite enfance (Rpe) : lieux d'informations, de rencontres et d'échanges au service des assistants maternels et des parents ou futurs parents qui peuvent y recevoir des conseils et des informations sur l'ensemble des modes d'accueil existant sur un territoire. Les Deux-Sèvres comptent 32 Rpe.

Anciennement « Relais assistants maternels » (Ram), les Relais petite enfance ont été renommés en 2021.

Leurs missions ont été élargies par la loi d'accélération et simplification de l'Action Publique (dite loi Asap) de décembre 2020 : ils deviennent ainsi des points de référence et sources d'informations pour les parents et les professionnels sur l'ensemble des modes d'accueil, y compris la garde d'enfants à domicile.

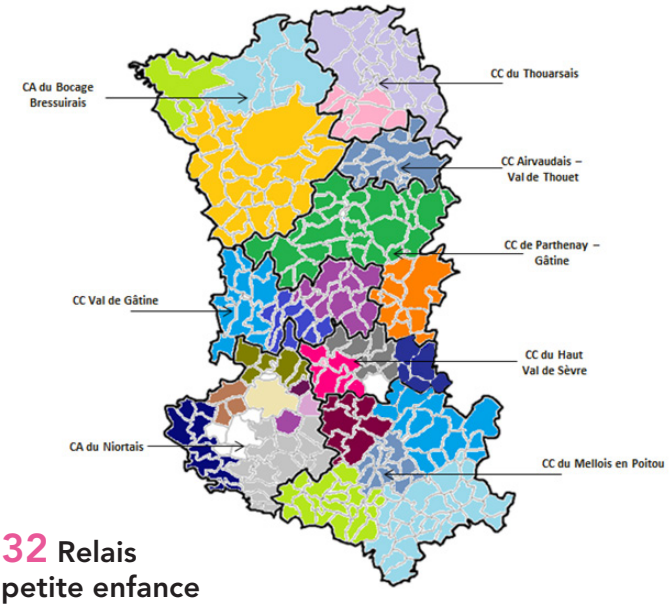
Le changement de nom vient matérialiser l'unicité des différents modes d'accueil, affichée par l'article 2 qui précise qu'établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje), assistants maternels et gardes d'enfants à domicile participent tous trois à « l'accueil de jeunes enfants ».

Ils ont pour but d'améliorer la qualité de l'accueil du jeune enfant à domicile en accompagnant aussi bien les parents que les assistants maternels.
Un nouveau référentiel pour définir leurs missions a ainsi été publié.

La Caf a attribué en 2021 une aide financière de 160 000 € dans le cadre du Plan d'Investissement pour l'Accueil du jeunes Enfant à la communauté de communes de Parthenay Gâtine pour la transplantation de son Relais petite enfance.

La réinstallation de ces services dans des locaux neufs avec extension du nombre d'équivalent temps plein (ETP) contribuera à prendre en compte de façon optimale la réglementation des établissements d'accueil du jeune enfant de moins de 6 ans et d'améliorer l'agencement de l'espace pour l'accueil du tout petit et de ses accompagnants.

Les Relais Petite Enfance en Deux-Sèvres au 31 décembre 2021



32 Relais petite enfance



7 076 151€
versés au titre de l'action sociale

LE TEMPS LIBRE DES ENFANTS

L'engagement de la Caf porte sur 3 axes prioritaires :

· L'accès aux accueils de loisirs pour les plus jeunes
· L'aide au départ en vacances pour les personnes qui en sont éloignées (enfants, jeunes, familles ayant des revenus modestes, personnes en situation de handicap...)
· L'accompagnement des 18-25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie.



Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (Alsh)

Les Alsh du département assurent l'accueil collectif des enfants et des adolescents en dehors du temps scolaire.

La Caf soutient le fonctionnement des Alsh en orientant notamment ses actions sur le temps du mercredi et l'accessibilité des structures.

4 254 287 € versés pour le fonctionnement des Alsh

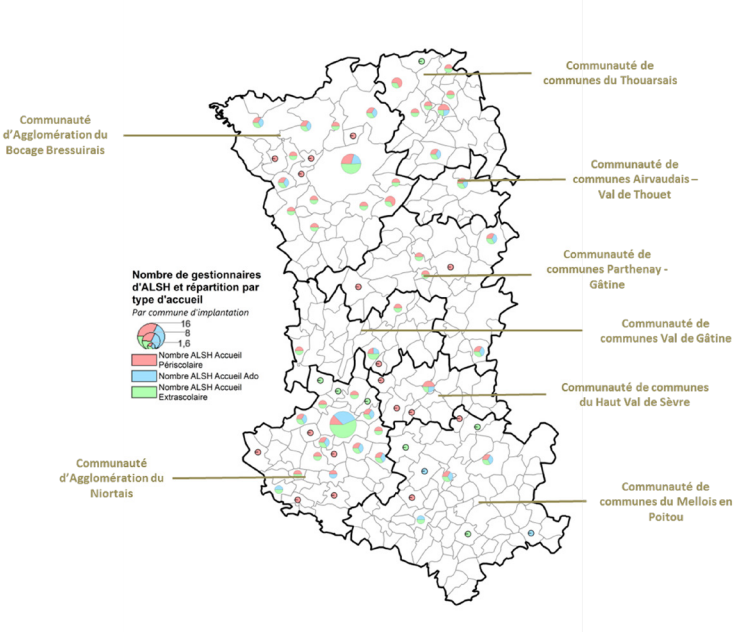
2 700 enfants bénéficiaires de l'aide aux loisirs

La Caf finance le développement et la rénovation des accueils de loisirs sur le département.

300 000 € sur fonds nationaux dans le cadre du plan mercredi et 230 000 € sur fonds propres ont été engagés en 2021 par la Caf pour la transplantation de l'Alsh de Parthenay sur le futur Pôle Enfance Maurice Caillon qui devrait ouvrir pendant l'année scolaire 2022-2023 et accueillir 180 enfants de 3 à 17 ans.

La Caf finance aussi des aides aux loisirs à hauteur de 249 782 € pour les enfants de 3 à 14 ans issus de familles modestes fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement à la journée ou la demi-journée pendant les vacances scolaires.

Les gestionnaires d'Accueil de loisirs sans hébergement au 31 décembre 2021 en Deux-Sèvres





ET DES FAMILLES

Les aides au départ en vacances

La Caf des Deux-Sèvres soutient les départs en vacances pour les enfants et les familles qui en sont le plus éloignés.
Dans le contexte de crise lié à la pandémie de Covid-19, elle a renforcé son engagement en ajustant ses critères d'aides pour permettre à un maximum de familles de partir en vacances et répondre à un enjeu majeur de prévention des situations de ruptures familiales :

550 252 €
pour dynamiser les départs en vacances

L'aide aux Vacances Familles Vacaf (AVF)

Vacaf favorise l'accès aux vacances des familles autonomes aux revenus modestes.
En 2021 la Caf des Deux-Sèvres a pu bénéficier d'une aide exceptionnelle octroyée par la Cnaf ayant permis de relever le quotient familial à 700 € et à 1 200 € pour les familles monoparentales.

1 169
familles bénéficiaires
pour 450 366 €

Le réseau Passerelles

10 450 € en 2021
pour 8 familles
soit 32 bénéficiaires

Il permet le départ en vacances de familles ayant un enfant en situation de handicap tout en proposant un temps de répit. Il propose une offre de logements adaptés et une prise en charge de l'enfant porteur de handicap par une équipe professionnelle sur le lieu de séjour.

L'Aide aux Vacances Enfants (AVE)

Elle favorise le départ en séjours d'été d'enfants de 6 à 17 ans issus de familles modestes. Les conditions d'attribution de l'aide ont évolué en 2021 et la gestion technique de l'AVE a été déléguée à Vacaf.

65 936 € versés
pour 329 enfants bénéficiaires
pour une durée moyenne de 7 jours

23 500 € en 2021
au profit de 350 bénéficiaires

La Caf soutient les centres socioculturels et différentes associations dans la mise en œuvre de projets vacances.

Enfin, un partenariat avec **Vacances Ouvertes** permet d'informer et sensibiliser les acteurs locaux sur l'accès aux vacances dans les Deux-Sèvres, de soutenir les dynamiques professionnelles et la coopération et d'accompagner l'émergence d'une démarche coconstruite d'évaluation des projets vacances avec nos partenaires et les familles bénéciaires.

VACANCES OUVERTES
Au service des projets vacances

1 026 559 €
versés pour la jeunesse au titre de l'action sociale

LA JEUNESSE

Le soutien aux jeunes dans leur parcours d'accès à l'autonomie



La Convention d'Objectifs et de Gestion (Cog) signée entre l'État et la Cnaf pour la période 2018 à 2022 porte l'ambition de poursuivre une politique dynamique en faveur de l'accès des jeunes à l'autonomie, en encourageant les initiatives des adolescents et en renforçant leur accompagnement éducatif, y compris par les outils numériques.

· Les **Résidences habitat jeunes** visent à faciliter l'autonomie des jeunes adultes qui commencent à travailler, sont en formation ou à la recherche d'un emploi. Elles proposent des logements individuels, des équipements et des services collectifs, des animations ainsi qu'un accompagnement personnalisé **230 000 €** ont été engagés en 2021 pour la construction d'une nouvelle Résidence habitat jeunes à Niort

383 459 €
versés pour le fonctionnement des Rhj

111 315 €
versés au titre de l'investissement

· La **Prestation de service jeunes (Ps jeunes)** a vu le jour en janvier 2020 pour soutenir des postes d'animateurs qualifiés, engagés sur les territoires. Elle supporte des projets innovants adaptés aux aspirations des jeunes (tiers lieu, fab Lab...) et permet de faire évoluer l'offre existante.

11 nouveaux agréments Ps jeunes

268 387 €
versés pour la Ps jeunes

Après une année 2020 fortement impactée par la crise sanitaire, l'année 2021 a permis d'accompagner davantage de jeunes dans leur parcours de **formation Bafa**.

144 jeunes accompagnés pour un montant de 40 660 €

Par ailleurs, la Caf aide également les jeunes qui connaissent des difficultés dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle grâce au **fonds départemental d'aide aux jeunes (10 000 €).**

Les Points d'accueil et d'écoute jeunes (Paej) sont des structures volontairement proches des jeunes. Elles offrent une écoute, un accueil et une orientation aux jeunes âgés de 12 à 25 ans et/ou leurs parents. Elles accueillent de façon inconditionnelle, gratuite et confidentielle, les jeunes et/ou les parents souhaitant recevoir un appui, un conseil, une orientation, des lors qu'ils rencontrent une difficulté d'ordre psychologique, scolaire ou social.
Le transfert du financement vers la branche famille de la Sécurité sociale des Paej est effectif depuis le 1er janvier 2021. Au-delà de la gestion financière, ce transfert implique la reprise des missions de pilotage de l'offre territoriale et d'animation partenariale assurées jusqu'ici par les services déconcentrés de l'État.



Ce dispositif est porté dans notre département par l'Agora-Maison des Adolescents des Deux-Sèvres et soutenu par la Caf à hauteur de 42 162 €. Il fonctionne actuellement à Bressuire, dans les locaux de l'antenne médico-sociale et un projet de Paej dans le sud/sud-est du département est en cours de développement.

Un réseau de 31 Promeneurs du Net en Deux-Sèvres

31 professionnels de la jeunesse sont mobilisés pour répondre aux interrogations des jeunes de 11 à 25 ans sur les réseaux sociaux via le dispositif Promeneurs du Net.
Il permet d'écouter, d'informer, d'accompagner, de conseiller et de prévenir les jeunes grâce à une présence sur le web, jamais en surveillant mais bien en créant du lien.
En Deux-Sèvres, le réseau est coordonné par L'Agora·MDA, structure à la fois centre de planification et d'éducation familiale (Cpef) et Maison des adolescents (MDA), implantée sur le territoire depuis 2002.
20 000 € ont été affectés au dispositif en 2021 et 8 nouveaux promeneurs ont été formés. En plus du soutien financier pour assurer les postes, la Caf des Deux-Sèvres appuie la formation de ces professionnels et encourage les actions proposées par les Promeneurs du Net.

Promeneurs du Net

Inauguration de la Cité de la jeunesse et des métiers (Cjm) à Bressuire



La Cité de la jeunesse et des métiers est un lieu de rencontres, d'échanges et d'expression propice à l'émergence de projets collectifs ouverts à tous et notamment aux 15 000 jeunes Bressuirais. Les 11-30 ans peuvent s'y rendre pour leurs recherches (action locale, logement, santé, travail, transport, études, voyages...), pour travailler ou réviser, pour s'engager dans des projets locaux ou encore monter leur propre projet.





Tous les services à leur portée sont ainsi regroupés au même endroit : Maison de l'Emploi, Cap Emploi, Service jeunesse de l'agglomération, Bocage Gâtine Jeunesse, Agora-Maison des Adolescents.
Sur un budget total de plus de 4 millions d'euros, la Caf a apporté une aide à l'investissement de 150 000 € et soutient le fonctionnement de ce lieu unique avec le versement d'une prestation de service jeunes pour le financement d'un poste d'encadrant de qualité pour les jeunes.
Ce nouveau lieu de vie a été inauguré le 5 novembre 2021, avec la présence notable de Gérard Larcher, président du Sénat mais également de la présidente du département, du Préfet, de la maire de Bressuire, du président de l'Agglo2B et de Mme Bonamy et M. André, la directrice et le président du Conseil d'administration de la Caf des Deux-Sèvres.

La Fabrik à Déclik

ZOOM

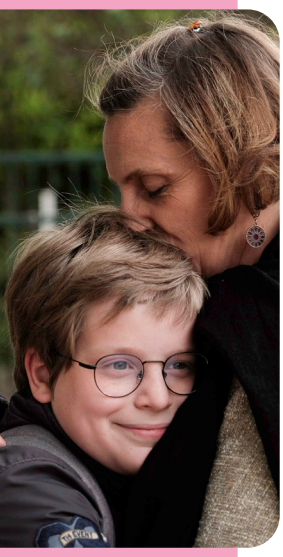
Une 2ème édition de la Fabrik à Déclik, a été accueillie en octobre en Deux-Sèvres (après Niort en 2019). Portée par l'association Osons Ici et maintenant, le festival a invité des jeunes de 16 à 35 ans à vivre une expérience transformatrice unique, inspirée des écoles d'été, référence de la participation citoyenne au Québec. Les parcours proposés ont permis à 100 jeunes du territoire de participer à différents temps forts les encourageant à prendre confiance, oser, révéler leur potentiel, développer leur pouvoir d'agir et se réaliser pleinement en passant à l'action.

Une expérience unique et particulièrement originale, organisée sur le territoire du Haut Val de Sèvre avec la mobilisation de nombreux partenaires. La Caf a subventionné l'événement à hauteur de 20 000 € permettant à de nombreux jeunes d'y participer pour 1€ symbolique. Elle a également apporté son soutien au projet de formation liée « Fabrique ta Fabrik » pour réfléchir à la pérénisation d'un tel événement à l'échelle du territoire. (à hauteur de 10 000 €).

697 722 €
versés au titre de l'action sociale

LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

La Caf favorise la qualité des liens parents-enfants aux moments clés de la vie familiale en :



· Accompagnant les parents à l'arrivée de l'enfant et en déployant une offre de services et d'informations couvrant la période périnatale jusqu'aux 3 ans de l'enfant.

· Soutenant les parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents.

· Accompagnant et prévenant les ruptures familiales.

En complément, l'offre de service @ctualités parentales proposée par la Caf des Deux-Sèvres favorise l'accès à l'information « parentale » des familles et des professionnels et rend plus lisible les actions de soutien à la parentalité. En 2021, 58 communications ont été envoyées à 1 112 bénéficiaires (474 professionnels et 638 familles).

Les Lieux d'accueil enfants-parents (Laep)

Le Laep est un espace convivial qui accueille, de manière libre et sans inscription, des enfants de moins de 6 ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent.

Cette structure constitue un espace de jeu libre pour les enfants et un lieu de parole pour les parents. Elle est ouverte sur des temps déterminés par des accueillants (professionnels et/ou bénévoles) formés à l'écoute.

13 structures dans le département financées à hauteur de 85 025 €

Le Laep est souvent un premier lieu de socialisation pour l'enfant. Il lui permet de développer sa créativité, son rapport à lui-même, aux autres et au monde.
Il le prépare à la séparation avec son parent, facilitant ensuite une meilleure conciliation entre vie familiale, vie professionnelle et vie sociale pour les parents.

317 enfants accueillis soit 258 familles pour 1 378 heures d'ouverture au public

Le Laep favorise également les échanges entre adultes. Il a pour objectif de prévenir ou de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel des familles.





Les Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap)

– Volet 1 du Fonds National Parentalité

56 structures financées pour 136 actions au titre du Reaap (dont 39 mises en place pour la première fois) et 18 849 participations, pour un montant global de 152 733 €

4 687 familles participantes

Les actions du Reaap offrent aux parents la possibilité d'échanger sur leur rôle éducatif, et de faire part de leurs questionnements.

Les actions proposées, qui s'appuient sur les compétences des parents et valorisent leur rôle, peuvent être variées : soirées-débats, groupes d'échanges ou cafés de parents, activités parents-enfants, entretiens individualisés…

– Volet 2 du Fonds national parentalité

SEMAINE NATIONALE DE LA PETITE ENFANCE
La petite enfance en grand

49 394 € ont été dédiés à l'animation des dispositifs de soutien à la parentalité (formations pour les accueillants des Laep et les accompagnateurs des Clas, soutien à l'évènement Semaine Nationale de la Petite Enfance, mise en œuvre des séances "Parents après la séparation").



Les Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas)

Le contrat local d'accompagnement à la scolarité (Clas), inscrit dans la politique de soutien à la parentalité portée par la Caf, constitue l'une des actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir.
Axé sur l'aide aux devoirs et les apports culturels, il contribue à l'épanouissement des enfants et la réussite de leur scolarité grâce à la mobilisation d'accompagnateurs présents sur l'ensemble du département.

20 opérateurs Clas (dont 17 centres socioculturels) sur l'année scolaire 2020-2021 financés à hauteur de 131 223 €

442 enfants/jeunes soit 298 familles bénéficiaires
221 accompagnateurs Clas dont 133 bénévoles

8ème édition de la Semaine Nationale de la Petite Enfance

ZOOM

La 8ème édition de la Semaine Nationale de la Petite Enfance s'est tenue du 20 au 27 mars 2021 sur le thème « Drôles d'histoires ! », avec une participation record ! 27 établissements d'accueil du jeune enfant, 23 relais petite enfance, 5 maisons d'assistants maternels et 7 institutions collectives. Elle a permis une forte mobilisation autour de la pédagogie et de la parentalité, avec des animations et des rencontres de parents et familles avec leurs enfants et les professionnels, et la diffusion d'outils pédagogiques conçus pour inspirer les professionnels dans les lieux d'accueil et les parents à la maison. La Caf, grâce à une subvention de 4500 € permet le financement de 100 boîtes pédagogiques envoyées gratuitement aux Eaje, Mam et Rpe inscrits à la semaine nationale.

162 738 €
versés pour la médiation familiale

LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Accompagner et prévenir les ruptures familiales



Les espaces de rencontres

A l'occasion de crises ou de ruptures familiales graves, les espaces de rencontres ont pour fonction d'aider au maintien ou au rétablissement des liens entre enfants et parents.
Ils proposent un lieu, extérieur au domicile de chacun des parents, pour maintenir, préserver ou rétablir la relation entre l'enfant et le parent chez qui il ne réside pas habituellement, ses grands-parents ou toute personne titulaire d'un droit de visite.

78 484 €
affectés aux espaces rencontres

334 enfants
soit 218 familles accueillies

Un financement de 162 738 €

La médiation familiale

La médiation familiale est un outil au service des familles en vue de restaurer ou préserver les liens familiaux dans un contexte de séparation.

475 entretiens d'information préalables réalisés au profit de 499 bénéficiaires

Elle repose sur une démarche volontaire des familles qui la sollicitent afin de répondre à des aménagements du quotidien qui leur paraissent nécessaires mais dont les modalités d'élaboration restent difficiles sans la présence d'un tiers.

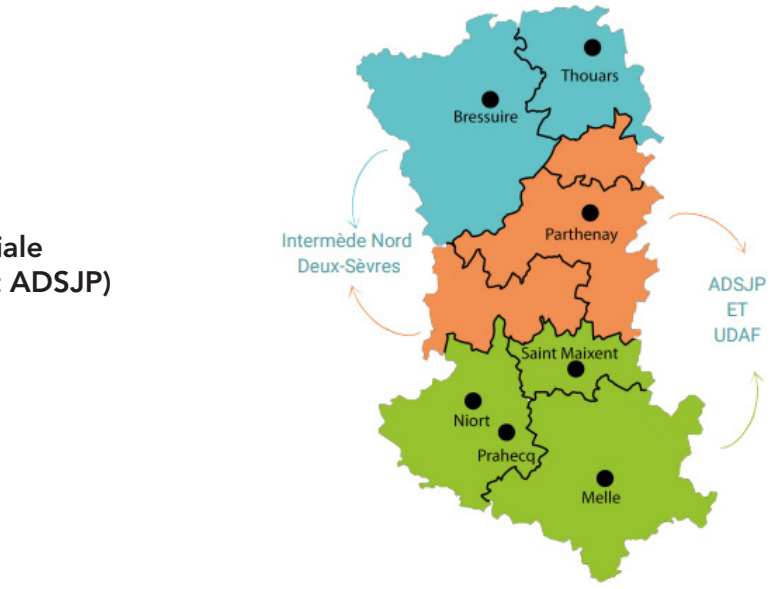
122 médiations soit 296 séances menées pour 288 bénéficiaires

Elle permet de rétablir une communication constructive, d'organiser les droits et devoirs de parents, d'aborder les questions de la vie quotidienne après la séparation.

En Deux-Sèvres :

2 espaces rencontres

3 services de médiation familiale (UDAF, Intermède Nord 79 et ADSJP)





Séances collectives gratuites « Parents après la séparation »

En 2021, après 1 an et demi d'interruption en raison de la crise sanitaire, une séance a pu être programmée le 20 novembre à Niort. Pour cette occasion, le support de présentation et la communication ont été revus afin de moderniser l'intervention.



Animées par des professionnels (juriste du CIDFF, médiateur familial d'Intermède Nord 79 ou de l'UDAF et travailleur social de la Caf), ces réunions collectives sont ouvertes à tous les parents séparés ou en cours de séparation. Dans un cadre bienveillant, ces séances ont pour objectif d'aider les parents à mieux gérer cet événement familial en répondant à leurs questions, notamment en lien avec les enfants.

Cette séance a rassemblé 12 parents et l'atelier enfant a permis à 8 enfants d'exprimer leur ressenti autour de la séparation de leurs parents.





Installation d'un comité « Ruptures familiales »

ZOOM

Pour la première fois en 2021, la Caf a organisé un comité transversal avec des partenaires du département pour évoquer le sujet des ruptures familiales. Etaient conviés à ce comité : le Conseil départemental, les services de l'Etat, la MSA, l'Agora-Mda, les services de l'Education nationale, de la justice, le CCAS de Niort, les collectivités locales etc... L'occasion pour la Caf de faire une première présentation du parcours séparation et de l'offre globale de la Caf en la matière. Mais également de présenter le bilan des différents services proposés pour les parents séparés et subventionnés par la Caf : la médiation familiale, les espaces rencontres, les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents et les lieux d'accueil enfants-parents.

563 403 €
versés au titre de l'action sociale pour l'accompagnement social des familles et de leurs enfants

L'INCLUSION ET L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

L'offre de travail social de la Caf



Dans le cadre d'une approche globale de services à destination des allocataires, en complémentarité avec les prestations familiales et les équipements et services financés par la Caf, 7 travailleurs sociaux contribuent au déploiement du socle national de travail social et à l'accès aux droits. Ils mettent en œuvre une offre de services systématique, permettant d'aller au-devant des familles les plus vulnérables, afin de les soutenir dans des moments difficiles, notamment dans une fonction parentale.

1 153 interventions sociales réalisées en 2021

1 004 nouvelles familles bénéficiaires

Les travailleurs sociaux accompagnent notamment les familles dans les situations suivantes :

- Séparation
- Décès de l'enfant
- Décès du parent
- Parents seuls
- Enfants en situation de handicap
- Impayés de loyer

Ils interviennent sur différents champs : parentalité, logement, insertion, budget, accès aux droits et à la santé, vie sociale, accès aux loisirs et aux vacances. Les travailleurs sociaux offrent une écoute psycho-sociale et un soutien moral. Ils valorisent la parentalité et favorisent, dans les situations de séparation, la coparentalité.



Ils valorisent les prestations sociales et familiales, ainsi que les autres droits légaux et peuvent également apporter des informations juridiques. Ils collaborent très régulièrement avec d'autres professionnels en interne comme avec des partenaires en externe et orientent les familles dès que cela est nécessaire.





Les aides financières individuelles

Le règlement des aides financières aux familles avait fait l'objet d'une refonte en 2020, l'année 2021 a été la première année de sa mise en œuvre comme "Guide des aides aux familles" :

· Les aides aux familles monoparentales ayant un projet d'insertion octroyées sous forme de prêts et / ou de secours ont concerné 51 familles monoparentales qui ont bénéficié d'un secours pour un montant total de 28 598 €. 11 ont obtenu un prêt pour un montant total de 22 843 €
Environ 73% des montants attribués au titre d'un secours et 77% des montants attribués au titre d'un prêt ont concerné des frais de voiture.
· Les aides aux parents non-gardiens sont octroyées sous forme de prêts et/ou de secours. 29 parents ont bénéficié d'un secours pour un montant total de 12 168 € soit une aide moyenne de 420 €
· Les aides aux familles ayant un enfant en situation de handicap permettent de couvrir l'achat de matériel pédagogique ne faisant pas l'objet d'une prise en charge par la Maison départementale des personnes handicapées des Deux-Sèvres (Mdph). En 2021, 2 familles ont bénéficié d'un secours à hauteur de 1 266 €.
· L'aide financière pour les familles fragilisées par le décès d'un conjoint est octroyée sous forme de prêts et / ou secours. En 2021, 14 familles ont bénéficié de cette aide pour un montant total de 13 472 € soit une moyenne de 962 € par famille.
· Les étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle peuvent solliciter une aide à l'achat d'un équipement informatique. 46 jeunes ont pu bénéficier de cette aide pour un montant total de 16 980 €, soit un montant moyen de 369 € par aide.
· En 2020, des aides exceptionnelles individuelles avaient été créées afin d'accompagner financièrement les familles fragilisées par la crise sanitaire. Elles se sont poursuivies jusqu'au 30 juin 2021 avec 2 nouvelles aides Covid à destination des familles subissant une perte de ressources ou une augmentation de leurs charges liées à la crise sanitaire, et de celles concernées par un ou plusieurs impayés de loyer. 180 familles en ont bénéficié pour un montant total de 84 890 €.

Le soutien au Pôle Ressources Handicap

Soutien de la Caf à hauteur de 60 000 €

Le Pôle Ressources Handicap des Deux-Sèvres, géré par l'association GPA 79-16 agit auprès des familles et des acteurs, pour promouvoir, faciliter et développer l'accès effectif et la pleine participation des enfants et des jeunes de 6 à 18 ans en situation de handicap aux modes d'accueil péri et extrascolaires, de loisirs ou de vacances.
Il assure une mission d'information et d'accompagnement des familles ayant un enfant en situation de handicap dans leur recherche de modes d'accueil de loisirs. Il propose, en outre, un appui technique et une expertise auprès des lieux d'accueil.

Montant global d'aide :
341 744 €

7 993 heures d'AVS pour du soutien matériel aux familles

1 666 heures de TISF pour du soutien à la parentalité et à l'insertion

L'aide à domicile

L'aide à domicile est une intervention sociale temporaire et préventive, destinée à aider des familles qui rencontrent des difficultés ponctuelles.

Ce soutien est assuré en Deux-Sèvres par 2 associations : l'Aide à domicile en milieu rural (ADMR) et l'Aide familiale populaire (AFP) avec lesquelles la Caf a conventionné.

2 569 395 €
dédiés à l'animation de la vie sociale

L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Favoriser le vivre ensemble



La Caf concourt à la cohésion des territoires les plus fragiles en soutenant des dispositifs d'animation de la vie sociale. En Deux-Sèvres 23 centres socioculturels (Csc) et 2 espaces de vie sociale (Evs), offrent un accueil aux habitants des quartiers, communes ou regroupements de communes pour se renseigner et être écoutés, accéder à des services et des animations.

Chacun est invité à participer à la vie du territoire, rencontrer d'autres personnes et monter des projets favorisant le « mieux vivre ensemble ».

La Caf est garante de la qualité de service des Csc. Elle les accompagne, en lien avec la Fédération des centres socioculturels des Deux-Sèvres, étudie tous les 4 ans les projets sociaux et familiaux présentés en vue de leur agrément, en s'assurant que les habitants et les acteurs du territoire y soient bien associés, et organise une évaluation intermédiaire à mi-parcours.

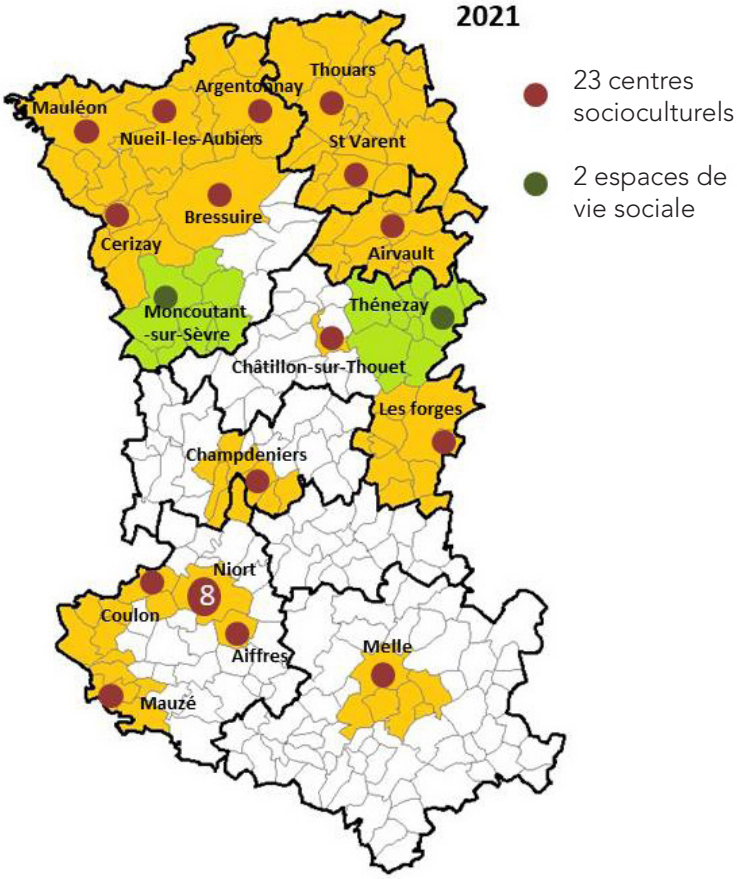
2 240 553 €
de soutien aux centres socioculturels

23
centres socioculturels

2
espaces de vie sociale

En 2021, 6 renouvellements d'agrément ont été accordés aux centres socioculturels dont 3, initialement prévus pour 2020, avaient été décalés à début 2021 en raison de la crise sanitaire.

2 espaces de vie sociale ont été nouvellement agréés en 2021 : les associations familles rurales de Thénezay et du Moncoutantais animent désormais les territoires.





2 espaces de vie sociale (Evs) sur le Montcoutantais et Thenezéen !

Les espaces de vie sociale contribuent à l'enrichissement de la vie sociale sur une zone ciblée en favorisant la participation des habitants pour répondre aux besoins du territoire. En 2021, le Conseil d'administration de la Caf a attribué 2 nouveaux agréments pour des Evs afin de favoriser le maillage de l'animation sociale sur département :

· Le premier sur le bassin de vie du Montcoutantais portant plusieurs objectifs en faveur des jeunes, des familles et des séniors dont l'idée de mener des actions en itinérance sur le territoire afin de toucher plus largement la population locale.

· Le deuxième sur le territoire Thenezéen visant à apporter un coup de pouce à l'association Familles Rurales de Thénezay, déjà bien implantée en local, pour favoriser de nouvelles initiatives intergénérationnelles. Elles porteront notamment sur le développement du dispositif CLAS à l'école primaire de Thénezay, de nouvelles propositions de loisirs pour les enfants, des événements culturels, des projets solidaires, etc...

Les centres socioculturels des Deux-Sèvres : des structures associant bénévoles et professionnels plus qu'ailleurs en France.

Les données 2021 de l'observatoire national des centres sociaux (SENACS) mettent en relief l'importance du bénévolat dans les centres socioculturels des Deux-Sèvres comparativement à la moyenne en France :

· 22 administrateurs et 600 heures en moyenne par structure et par an dans les Deux-Sèvres, contre 15 et 270 heures en moyenne France, soit presque 2 fois plus.

· 100 bénévoles d'activités et 2 000 heures en moyenne par structure et par an dans les Deux-Sèvres, contre 30 et 860 heures en moyenne France, soit presque 3 fois plus.



Ce bénévolat va de pair avec une professionnalisation des centres socioculturels des Deux-Sèvres. Ceux-ci ont 34,5 salariés soit 16,6 ETP en moyenne par structure, contre 24,8 salariés soit 11,3 ETP en moyenne en France.

La synergie entre professionnalisation et bénévolat assurent une réelle dynamique dans notre département, au bénéfice de ses habitants.

100% de la population couverte par une Convention territoriale globale (Ctg)

ZOOM

Les Ctg, conclues pour une durée de 5 ans permettent de mieux favoriser le développement et l'adaptation des équipements et services, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs en rendant les offres plus lisibles et adaptées aux familles. Co-construites entre la Caf, la Msa et les établissements public de coopération intercommunale (EPCI), les Ctg permettent de renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services mis en place pour les habitants. Avec 2 nouvelles Ctg signées en 2021 (Agglo2B et regroupant la presque totalité des communes de la communauté d'agglomération du Niortais) et un renouvellement pour la communauté de communes Val de Gâtine, ce sont désormais 100% des deux-sévriens couverts par une Ctg.

230 040 € versés pour le logement et l'habitat au titre de l'action sociale

LE LOGEMENT ET L'HABITAT



Les prestations légales d'aide au logement

La Caf est un acteur majeur de l'accès et du maintien dans le logement.
L'attribution d'aides au logement aux familles dont les revenus sont modestes est la plus connue des actions de la Caf en matière de logement.

Trois prestations, versées sous conditions de ressources, offrent aux familles un soutien fi nancier pour le paiement des loyers ou le remboursement des prêts. Il s'agit des Allocations de logement familiale et sociale (Alf et Als), ainsi que de l'Aide personnalisée au logement (Apl).

La réforme des aides au logement

Depuis janvier 2021, la réforme des aides au logement permet de mieux tenir compte de la situation des allocataires en temps réel. En effet, la prestation est recalculée tous les 3 mois sur la base des revenus des 12 derniers mois connus (M-2 à M-13) et non plus sur la base des revenus perçus il y a 2 ans. Les données sont très majoritairement récupérées par la Caf auprès des partenaires afin de limiter les erreurs de déclaration.



Des aides complémentaires au titre de l'action sociale

La Caf des Deux-Sèvres dispose d'autres leviers d'action.
Elle peut en effet attribuer des prêts au titre de l'action sociale :

· Prêts aux familles les plus modestes pour leur permettre d'acquérir les équipements mobiliers et ménagers de première nécessité.

428 prêts équipements ménagers mobiliers accordés pour un montant de 174 336 €

La Caf participe également pour **70 000 € au Fonds de solidarité logement** en accordant des aides aux personnes et familles ayant des difficultés à accéder ou se maintenir dans un logement en raison de leurs faibles ressources. Elle soutient également l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) à hauteur de 17 000 €.





Favoriser l'insertion des jeunes

Accompagner le logement des jeunes adultes en soutenant les Résidences habitats jeunes (anciens Foyers des Jeunes Travailleurs) figure parmi les missions de la Caf.
L'organisme finance également des projets d'habitats alternatifs innovants et y a consacré 16 900 € en 2021.

Dans la continuité de son soutien aux jeunes pour trouver un logement, l'association Un Toît en Gâtine a ainsi pu investir dans une nouvelle maison mobile écologique auto-suffisante : la Hoummi. 20m², complètement autonome en énergie et eau, ce logement mobile offre aux jeunes une solution d'hébergement à proximité de leur école, lieu de stage ou premier emploi.

Le locatif de petits logements étant peu développé dans le Bocage Bressuirais et la Gâtine, cette offre proposée par l'association permet de compenser un réel besoin.

Agir pour des logements décents

En lien avec ses partenaires, la Caf des Deux-Sèvres est engagée en faveur de la décence des logements. Elle finance des diagnostics de non-décence de logements. Lorsque le logement d'un locataire est considéré indécent, elle peut conserver l'allocation logement jusqu'à ce que le propriétaire réalise les travaux nécessaires. En attendant, le locataire ne paie que la part résiduelle de son loyer.

Permis de louer

Afin d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne, la loi ALUR a mis à disposition des collectivités un nouvel outil : le permis de louer. Celui-ci permet aux EPCI compétents en matière d'habitat de définir des secteurs géographiques, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une autorisation préalable à la signature d'un bail.

Le Permis de louer instauré au sein de la CAN (communauté d'agglomération du Niortais) est entré en vigueur en 2018.



Pour l'année 2021, la CAN a reçu et traité 194 demandes d'autorisation. Celles-ci portent sur 46% des logements du secteur concerné.
184 avis ont été délivrés par la CAN dont : 87 autorisations, 49 refus, et 7 autorisations avec réserve.
Le SCHS (Service Communal d'hygiène et de santé) a réalisé 106 visites de logements. Après contact avec le propriétaire par la CAN, puis une mise en demeure par le Préfet, 7 arrêtés de sanction financière ont été pris.

RENFORCER L'ACCÈS AUX DROITS ET SIMPLIFIER LES DÉMARCHES

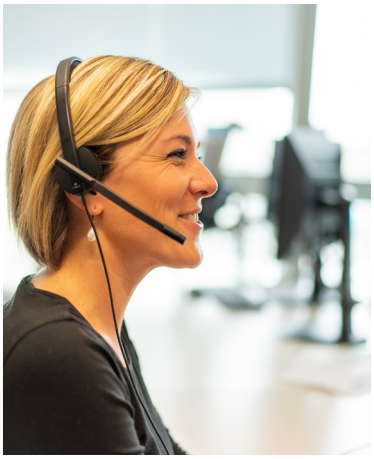


Faciliter l'accès aux droits

Enjeux portés par la COG 2018-2022, l'accès aux droits et la promotion de l'usage des téléservices sont aujourd'hui plus liés que jamais.

La stratégie offensive de dématérialisation des démarches ne doit pas conduire à exclure les publics éloignés du numérique souvent dépendants de l'accueil physique.

Consciente de cette difficulté, la Caf des Deux-Sèvres s'engage à accompagner ces derniers, mais aussi les équipes et partenaires dans ce nouveau modèle de relation de service.



Le plan local de promotion des téléservices



A ce titre, le plan de promotion des téléservices contribue à la coordination et au renforcement de la stratégie d'accès aux droits.

Avec pour axe principal l'inclusion numérique, il structure l'offre visant à promouvoir les téléservices en déclinant pour chaque cible les objectifs. Ces derniers s'articulent autour de 3 axes :

· Allocataires, pour augmenter le taux de recours aux téléservices avec une attention particulière portée aux bénéficiaires RSA et publics visés par des projets inter-services d'accès aux droits.

· Agents, pour développer leurs connaissances des téléservices, renforcer l'accompagnement des allocataires dans leur utilisation et optimiser les orientations vers nos partenaires relais.

· Partenaires, pour augmenter la couverture du département par nos partenaires relais, les professionnaliser, mais aussi nous appuyer sur d'autres acteurs tels que les ESAT et bailleurs pour favoriser l'accès aux téléservices.



« Aller vers » les étudiants

Dans le cadre d'une démarche proactive à destination des étudiants, la Caf a participé à 3 événements sur le 2nd semestre pour renseigner ce public cible sur les droits auxquels ils pouvaient prétendre : les prestations légales (aides au logement et prime d'activité) mais également les aides individuelles (prêt pour l'équipement informatique et aides pour passer le Bafa).



La connexion à la personne (CALP)



Le nouveau mode de connexion à l'espace « Mon Compte Allocataire » est proposé depuis le 9 octobre sur le site de la Caf.
Il permet aux usagers de disposer d'une connexion individualisée et sécurisée dans leurs démarches en ligne via leur numéro de Sécurité sociale, offrant désormais la possibilité d'une connexion via FranceConnect.

Ce qui change :
· Le numéro d'allocataire subsiste mais chaque membre du foyer dispose d'un compte personnel pour la consultation et la gestion du dossier Caf
· Pour les Primo demandeurs, la demande de prestation est soumise à la création d'un compte
· La délégation de gestion pour le conjoint : le conjoint responsable du dossier doit donner accès au conjoint pour qu'il puisse faire les démarches également



Services Publics +

ZOOM

Le programme Services Publics + est le programme de l'amélioration continue des services publics centré sur l'expérience usager, pour des services publics plus proches, plus simples, plus efficaces.

Ce programme est piloté par la Délégation Interministérielle de la Transformation Publique (DITP) qui l'a organisé autour de 4 piliers :

· La « promesse » faite aux usagers,
· La « preuve » du respect de cette promesse,
· L'écoute des usagers,
· Et l'amélioration continue à travers l'association des agents et des parties prenantes (usagers, élus, …).

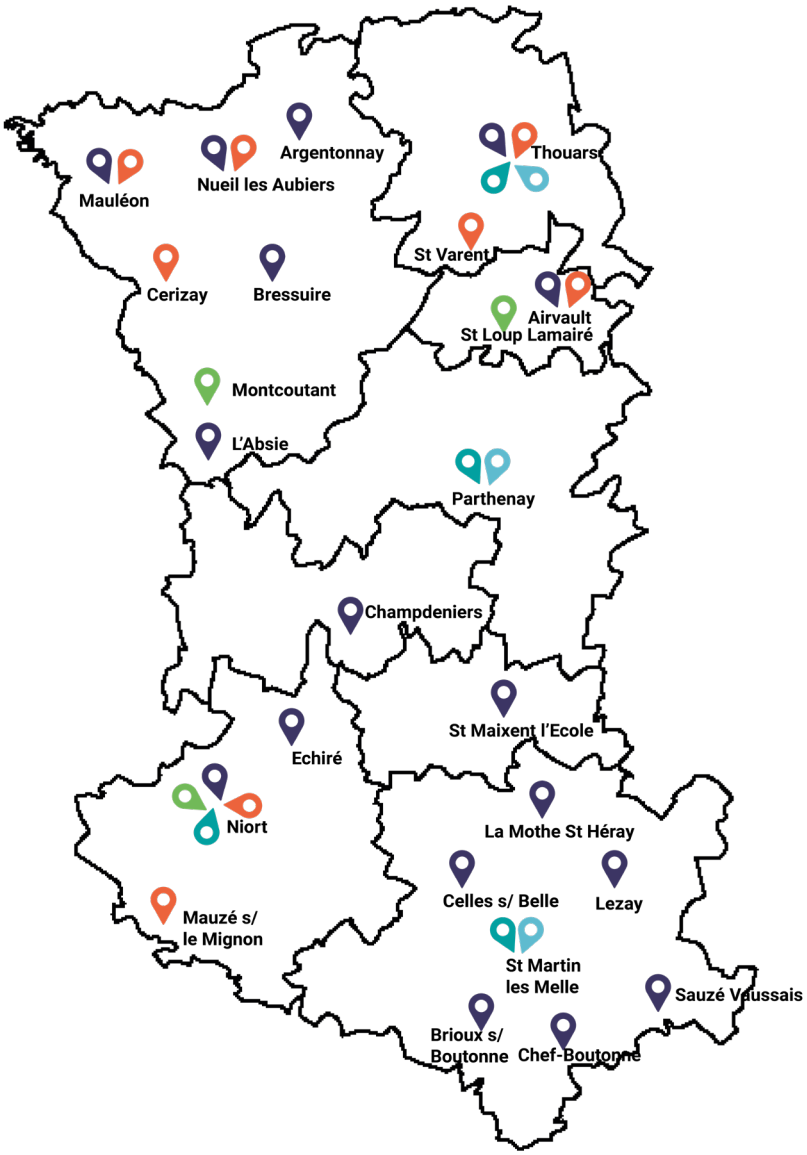
SP +, c'est 9 engagements formalisés autour de 3 grands objectifs : la proximité, l'efficacité et la simplicité et une plateforme permettant aux usagers de donner leur avis sur le service rendu.

UNE OFFRE DE SERVICE PERSONNALISÉE



Des lieux d'accueil de proximité

Avec ses points d'accueil et le maillage de ses partenaires numériques, la Caf des Deux-Sèvres assure une présence de proximité sur l'ensemble du département.



Août 2021





1 siège à Niort

2 antennes Caf à Bressuire et Thouars

2 permanences Caf avec un accompagnement numérique associé à Parthenay et Melle

40 points d'accès numériques accompagnés dont

17 France Services
Proche de vous au quotidien

Les rendez-vous

2 800 rdv téléphoniques réalisés soit une hausse de 16,8%

5 606 rdv allocataires réalisés en accueil Caf

Pour pallier le volume d'appels entrants très importants, les rendez-vous téléphoniques, développés pendant la crise sanitaire ont été prolongés et intensifiés afin d'apporter une réponse de qualité dans les meilleurs délais aux allocataires. Davantage de rendez-vous physiques ont également été proposés en 2021.

Le téléphone

218 542
appels reçus

136 721
appels traités
Soit une efficacité de **62,60%**

Les mails

31 133
mails traités
Soit une hausse de **4%**

Les visites

18 747
en accueil Caf
Soit une hausse de **47,4%**

3 000
en points d'accès numériques accompagnés
Soit une hausse de **45,8%**

Accompagnement des partenaires relais

ZOOM

Avec l'augmentation conséquente des guichets France Services, l'accompagnement des allocataires se professionnalise.
La Caf des Deux-Sèvres tout en renforçant son offre, multiplie ses échanges avec les partenaires, en leur proposant une information régulière, des visites sur site systématiques et des webinaires tous les 2 mois pour un meilleur partage d'expérience et une bonne diffusion des informations.



LE JUSTE DROIT



Le juste droit

L'année 2021, dans un contexte de crise sanitaire, a été marquée par la mise en œuvre de nouveaux protocoles de contrôle dans le cadre de la réforme des allocations logement et par le renforcement de la sécurisation des données entrantes qui couvrent les contrôles sur pièces et sur place, ainsi que la lutte contre la fraude.

Nos équipes ont continué d'œuvrer pour un paiement au juste droit dans les meilleurs délais.

Comme l'an passé, le contrôle sur place s'est exercé dans un contexte sanitaire particulier nous conduisant à décaler nos reprises des visites domiciliaires et à renforcer les contrôles sur rendez-vous aux points d'accueil ou par échanges téléphoniques.

Afin de sécuriser le déploiement de la réforme des allocations logements, les protocoles de vérification métier ont été aménagés afin de limiter les paiements non conformes, sources de dettes, qui viennent déséquilibrer les ressources des ménages.

La prévention des indus



Alors que sa mission est d'assurer le paiement juste, rapide et régulier des droits, la branche famille est confrontée à un nombre d'indus encore important : au total près de 2,6 milliards d'euros d'indu ont été détectés en 2020, soit plus de 3% du montant des prestations versées.

Ces sommes indues créent de la charge interne pouvant dégrader la relation de confiance avec les usagers et altérer la qualité perçue par les allocataires sur le service rendu par la branche famille.

Les enjeux de la prévention des indus sont donc nombreux :

· Pour les allocataires, le paiement juste constitue un ressort de la confiance envers les organismes. La diminution des indus est de nature à fluidifier la relation des allocataires avec la Caf.

· Pour les Caf, la limitation des indus contribue à une baisse des charges auto-générées et à l'amélioration de la relation de service grâce notamment à une réduction des contacts et des réclamations avec l'objectif d'éviter les réitérations.



· Pour la branche enfin, la diminution des indus concourt à sa crédibilité et à renforcer l'efficience de gestion notamment en réduisant l'indicateur de risque résiduel.

La lutte contre la fraude

Garantir chaque euro versé contre les tentatives de fraude c'est sécuriser le financement de la protection sociale pour la très grande majorité des allocataires de bonne foi.

Le phénomène de fraude doit être distingué des déclarations erronées ou tardives, qui génèrent des trop-perçus de prestations familiales. La fraude n'est caractérisée que si l'erreur est délibérée. Elle peut donc être définie comme « une irrégularité ou une omission commise de manière intentionnelle au détriment de la Caf ».

Cela induit pour la référente fraude une approche neutre des signalements qui lui sont transmis tant par les services de la Caf que par des partenaires, sans a priori, reposant sur des faits, des preuves de matérialité ; confortée par une bonne maîtrise des procédures réglementaires et du cadre légal.

L'opportunité est également donnée à l'allocataire de transmettre toutes les précisions justifiant de sa bonne foi.

En 2021, la prévention des fraudes s'est déroulée dans les conditions similaires précédant la crise sanitaire avec une progression du nombre de signalements qualifiés de fraude.

2021 est également l'année de création du Service National de Lutte contre la Fraude à enjeux (SNLFE)



Dispositif national créé pour lutter contre les fraudes à enjeux auquel participe la Caf des Deux-Sèvres, ce service s'inscrit en complémentarité avec les Caf et les partenaires avec l'objectif d'apporter une réponse rapide aux fraudes à enjeux et limiter ainsi les impacts financiers pour la branche.

Détecte
avec l'appui de toutes les Caf et des experts du Centre national d'appui au Datamining

Enquête
avec l'appui de la cellule d'expertise et des contrôleurs allocataire des Caf

Analyse
Et traite les fraudes à enjeux en coordination avec les contrôleurs allocataire des Caf

Diffuse
Des modes opératoires, des kits, et des bonnes pratiques et soutient les Caf dans le déploiement

Qu'est ce que la fraude à enjeux ?

- Définie comme une affaire
- Ayant entraîné un préjudice supérieur ou égal à 108 000 €
- Comportant un risque de médiatisation
- Commise en bande organisée
- Utilisant un mécanisme original ou innovant
- Ayant pour conséquence l'altération du tissu social

Un exemple de fraude à enjeux : les RIB frauduleux

La Caf des Deux-Sèvres participe activement à ce service avec la contribution de notre référente fraude locale dont la mission consiste à étudier les mécanismes frauduleux et proposer des actions de lutte contre ceux-ci.

La mobilisation continue sur cet enjeu permet de préserver le contrat social et la justice sociale avec un paiement au juste droit, c'est la garantie d'une bonne utilisation des fonds publics qui résultent des cotisations.

LE JUSTE DROIT



Une approche préventive

Des contacts proactifs

Nos « référents prévention des indus » et l'ensemble des équipes de la Caf ont oeuvré toute l'année 2021 pour éviter les indus aux allocataires au travers des actions suivantes :

- Accompagnement des notifications des indus par un appel sortant
- Campagne ARS auprès des parents avec enfant(s) de 16 à 18 ans n'ayant pas déclaré la situation de ces derniers
- Envoi mailing auprès des nouveaux bailleurs

OUPS.GOUV.FR
Vous avez droit à l'erreur

L'Etat a créé le site Internet oups.gouv.fr, qui liste l'ensemble des événements qui impliquent des démarches administratives ainsi que les erreurs les plus fréquentes à éviter. Le droit à l'erreur, c'est l'assurance de ne pas être sanctionné dans le cas où une personne s'est manifestement trompée, en toute bonne foi, par non-connaissance.

Des actions de prévention vers les partenaires ou grand public



- Participation à un Forum auprès du Pôle universitaire Niortais sur la thématique de l'accès aux droits
- Actions auprès des partenaires (CARSAT, ESCALE...)
- Organisation d'un point presse le 30 septembre 2021 « Politique de contrôle, prévention et lutte contre la fraude » pour sensibiliser le grand public (en partenariat avec la Cpam).

Commission de recours amiable

En 2021, 1 269 demandes de remise de dettes ont été traitées (sur liste ou en commission) contre 1 212 en 2020.
Le montant global des demandes est légèrement en baisse : 915 914 € en 2021 contre 950 462 € en 2020.
Sur 12 dossiers, 3 font l'objet d'une remise partielle, 7 d'une remise totale et 2 d'un rejet.



La maîtrise des risques financiers en quelques chiffres ….

Maîtrise des risques externes

154 748 contrôles des informations transmises pour le calcul des droits des allocataires ont été réalisés en 2021.

· Plus de 9 fois sur 10, il s'agit de contrôles automatisés, soit directement dans le système d'information de la Caf, soit par croisement d'informations avec celles détenues par d'autres partenaires et avec l'aide d'assistants digitaux.

· Pour 10 dossiers contrôlés sur la cohérence des ressources annuelles, 6 d'entre eux ont fait d'une régularisation financière : détection des sommes versées à tort (indus) qui feront l'objet d'une demande de remboursement ou droits supplémentaires valorisés sous forme de rappels avec une régularisation en moyenne de 347 €.

· Le montant total des régularisations à la suite de ces contrôles (indus et rappels) est de 4 168 319 € soit 1.08 % du total des prestations versées.

· 493 contrôles sur place ont été réalisés en 2021 avec un impact financier moyen de 2640 €.

Maîtrise des risques internes

Les professionnels de la vérification ont réalisé 9 662 contrôles, avant ou après paiement.

· Sur 100 liquidations vérifiées (hors cible datamining) 14 comportaient une erreur avec un impact financier. L'impact financier moyen s'élève à 153 €.

· Sur 100 vérifications réalisées avec un ciblage spécifique datamining, l'impact financier moyen s'élève à 152 €.

· Le montant initial des régularisations financières évitées ou corrigées à la suite de ces vérifications (indus et rappels) est de 1 642 143 € soit 0.42 % du total des prestations versées en 2021.

Lutte contre la fraude

En 2021, 140 signalements ont été qualifiés de fraudes pour un montant total de 854 599 € soit 0,2% du total des prestations payées sur l'année.

83 dossiers ont fait l'objet d'une pénalité en plus de la demande de remboursement des sommes perçues à tort.

Le montant total des pénalités pour 2021 s'élève à 76 410 € pour un montant moyen de 921 €.

134
agents

UN EMPLOYEUR ENGAGÉ

Responsabilité sociale de l'employeur

Réussir l'intégration des nouveaux collaborateurs



Depuis la crise sanitaire et plus largement dans le contexte de l'évolution sociétale, les attentes des futurs salariés évoluent. Pour la Caf des Deux-Sèvres, le recrutement doit répondre à 2 objectifs : la réussite et l'engagement du nouveau collaborateur.

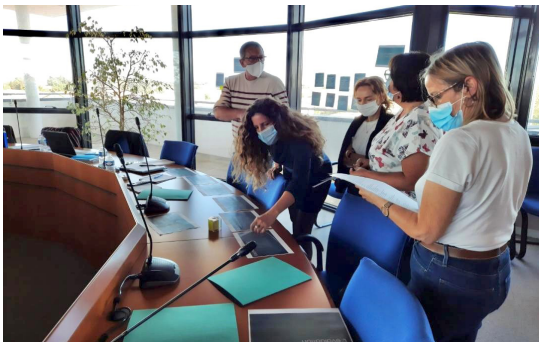
C'est ainsi que nous avons expérimenté le recours à un outil de recrutement prédictif qui évalue le candidat sur ses comportements naturels, ses motivations et son profil de raisonnement et d'apprentissage. Une combinaison qui permet de prêter moins d'attention au CV et aux diplômes pour s'intéresser davantage aux compétences.

Une méthode gagnante qui allie qualité du recrutement pour l'organisme et les candidats tout en participant à l'égalité des chances.

Favoriser la réussite des nouveaux collaborateurs

Repenser intégralement le parcours d'intégration des nouveaux salariés pour leur donner toutes les clés de réussite à la Caf, c'est le travail mené cette année grâce au retour d'expérience de nos derniers embauchés.

Un parcours d'intégration complet, du moment où il est informé de son embauche, jusqu'à la prise complète de son poste, pour une coopération positive et durable.
Intégration dans l'entreprise, dans le service et le collectif de travail, dans le métier, rien n'est laissé au hasard.



Pour le salarié, c'est un moment privilégié pour prendre ses repères, se sentir accueilli, apprendre, s'assurer que l'emploi corresponde bien à ses aspirations, s'approprier la culture de l'organisme et développer ses compétences.



Pour la Caf, c'est une phase déterminante pour évaluer les compétences du salarié en condition réelle, générer de la motivation et de l'engagement, poser les bases de la fidélisation, favoriser une bonne intégration dans le collectif de travail et rendre le salarié rapidement compétent et en situation de réussite.

Ce nouveau parcours part des besoins des nouveaux collaborateurs : la découverte de leur poste pas à pas, puis de leur service et de leur entreprise :
- Une alternance de théorie et de pratique
- Un parrain qui les accompagne
- Des modules thématiques au cours des premiers mois pour prendre ses repères
- Des entretiens réguliers avec son manager.



Un parcours personnalisé et attentionné !



Assemblée générale 2021

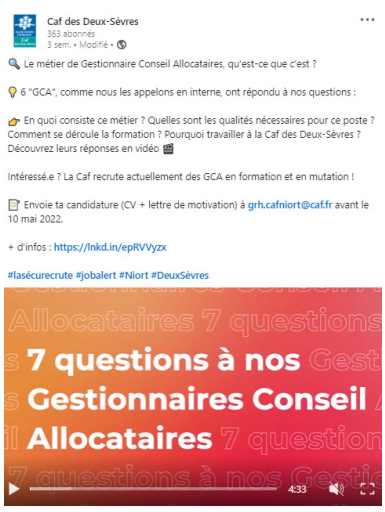
Nous connaître

En 2021,
la Caf des Deux-Sèvres,
c'est :

- 134 agents
- Plus de 40 métiers
- 81% de femmes
- 35 recrutements en 2021, dont 11 en CDI et 24 en CDD
- 4 changements d'emploi en interne suite à des appels à candidatures
- 4 aménagements de poste réalisés (maintien dans l'emploi)
- Un taux d'emploi de travailleurs handicapés de plus de 7%

Nous rejoindre

Notre page LinkedIn Caf des Deux-Sèvres vous permet de suivre toutes nos offres d'emploi et actualités. Suivez-nous !







LaSécuRecrute
À vous d'agir !

Le site lasecurecrute.fr vous permet de retrouver immédiatement nos postes à pouvoir et de créer des alertes sur les offres d'emploi à venir.

UN EMPLOYEUR ENGAGÉ

Développer la qualité de vie au travail et la performance

Une démarche pour accompagner les évolutions



Persuadés que la qualité de vie et la performance de notre organisme vont de pair et sont porteuses d'améliorations individuelles et collectives, la Caf a engagé une démarche globale auprès des salariés.



Accompagnée par un cabinet extérieur, un diagnostic a été engagé au cours de l'année 2021. Après un questionnaire proposé aux salariés pour identifier les métiers prioritaires des observations aux postes de travail et des échanges en groupe ont été réalisés pour faire émerger les axes de travail pouvant contribuer à améliorer le bien-être des collaborateurs et améliorer nos résultats.

Les leviers identifiés :

· Développer les relations entre nos services de production et de vérification au profit de la qualité
· Favoriser l'échange de pratiques de nos gestionnaires conseils allocataires pour un service homogène et plus de simplicité
· Repenser l'aménagement de nos locaux sur le site de Bressuire pour faciliter la collaboration interservices
· Redéfinir nos pratiques d'utilisation des nouveaux outils de collaboration, rapidement développés lors de la crise sanitaire, pour un quotidien serein.
Des sujets de travail passionnants en perspective pour l'année 2022 !

La formation, levier de performance individuelle et collective

7 836 heures de formation

82,4% des agents ont suivi au moins une formation

283 378 € consacrés à la formation

5,90% de la masse salariale, consacrés à la formation (Taux légal : 1%)

Permettre à nos salariés de maintenir et développer leurs compétences tout au long de leur activité professionnelle, c'est la priorité que se donne la Caf des Deux-Sèvres en matière de politique RH.

Ainsi, la poursuite de la crise sanitaire ne nous a pas freiné dans l'accès à la formation.



Pour quelles formations ?
L'accompagnement à la prise de fonction, la formation à nos métiers, à notre législation.
Le perfectionnement pour accompagner les évolutions techniques, règlementaires, sociétales.

Vis ma vie entre collègues

Plébiscitée par les salariés comme une action à développer en interne dans le cadre de notre projet d'entreprise, nous avons imaginé quelle forme pourrait prendre la mise en œuvre d'un Vis ma vie entre collègues au sein de la Caf.
Atelier créatif proposé aux managers pour se poser toutes les questions et concevoir cette démarche ensemble.

Résultat : une journée à la demande du collaborateur pour découvrir le quotidien d'un collègue dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle, dans l'objectif d'améliorer la connaissance d'un processus ou encore de mieux connaitre l'offre de service globale de notre organisme.
La mise en œuvre est prévue en 2022.



Un retour à la normale après la crise sanitaire

C'est avec plaisir que nous nous sommes retrouvés sur site au cours du mois de juin, mettant fin au télétravail exceptionnel après plus d'une année passée majoritairement à distance. 60% de nos salariés ont conservé, à leur demande, le télétravail de façon régulière 1 à 2 journées par semaine, ou forfaitaire, en fonction de leur métier.

Travailler sur site, c'est aussi retrouver la convivialité qui nous est chère.



Séances de sophrologie et de Pilates ont permis d'accompagner ce changement. Notre assemblée générale du personnel nous a également permis de partager sur les perspectives d'évolution de nos métiers et de célébrer nos collaborateurs. Sans oublier une journée de Noël masquée qui ne pouvaient dissimuler les sourires générés par nos plus beaux pulls de Noël.



ZOOM

Un accord «Forfait Mobilités Durables» a été signé en 2021 pour encourager les recours aux modes de déplacement alternatifs : vélo, covoiturage et scooter à moteur non thermique. Ce forfait est cumulable avec la participation employeur à l'abonnement transport selon un plafond annuel (par exemple : abonnement vélo Tanlib, abonnement TER, etc...).
En réalisant au minimum 80 trajets par an (90 en covoiturage), une indemnisation jusque 300 € peut être versée. La mise en place du forfait s'effectuera dès le mois de janvier 2022.



LE CONSEIL D'ADMNISTRATION

Franck ANDRÉ
Président



Jean-Claude ROY
1er vice-président

Olivier BONJEAN
2ème vice-président

Anne-Marie BODIN
3ème vice-présidente

Date d'installation
11 janvier 2018

5
réunions en 2021
en présentiel & en
mode visio conférence

Représentation	Titulaires	Suppléants
CFDT	Franck ANDRE	Bruno DEFONTAINE
	Aude SPIESSER	Marie-Line TOURAINE
CFTC	Franck MARTIN	Elisabeth EVRARD
CGT	Olivier BONJEAN	Chantal FOUQUET
CGT-FO	Patricia CHARTIER	Christine CHANTRIAUX
	Jean-Luc EPRINCHARD	Fabienne CHEVREAU
CFE-CGC	Jean-Philippe AGRISSAIS	Jean-Michel GRIGNARD
U2P	Pascale BELGY	Gérard CADET
	Jean-Claude ROY	Philippe CHOLLET
MEDEF	Patrice FRADET	Bruno HERBOUT
	Géraud DEQUATREBARBES	Christianne SAUVAGET
	Pauline BOULEAU	
CPME	Christel DE OLIVEIRA	Fabienne RITA
	Josette VEZINAT	
UDAF	Gislaine BARRET	Gaëlle HIPEAU
	Anne-Marie BODIN	François VIALA
	Christophe LESSORE DE SAINTE FOY	
	Yvette MAYMAUD	
Personnes qualifiées	Jean-Pierre BACLE	
	Maryse CHARRIER	
	Patricia MEUNIER	
	Chantal RIVAULT	
Représentants du personnel	Martine MORANGE	
	Noémie MEUNIER	Céline NAUD
	Pierre PINEAU	Pascale DIONNEAU



LES SERVICES



Cécile BONAMY
DIRECTRICE

- Performance et innovation
- Action sociale



Angéline GODET
DIRECTRICE ADJOINTE

- Prestations / Relation de service
- Ressources



Laurence CHARRON
DIRECTRICE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

- Contrôle interne
- Maitrise des risques financiers

Passation de pouvoirs
1er novembre 2021



Isabelle-Laure BOUTY-JURDIC
DIRECTRICE COMPTABLE ET FINANCIÈRE







LES SIGLES

A

AAD Allocation adoption

AAH Allocation aux adultes handicapés

ADIL Association départementale d'information sur le logement

ADMR Association d'aide à domicile en milieu rural (Fédération départementale)

AEEH Allocation d'éducation de l'enfant handicapé

AF Allocations familiales

AFAD Association familiale d'aide à domicile

AFAS Association des familles d'Aunis et de Saintonge

AFC Aides financières collectives

AFI Aides financières individuelles

AJPA Allocation journalière du proche aidant

AJPP Allocation journalière de présence parentale

AL Allocation de logement

ALSH Accueil de loisirs sans hébergement

ALT Aide au logement transitoire

AMEF Association de médiation familiale

APL Aide personnalisée au logement

APRE Allocation pour le retour à l'emploi

ARS Allocation de rentrée scolaire

ARIPA Agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires

ASF Allocation de soutien familial

ASFR Allocation de soutien familial recouvrable

AVF Aide aux vacances familiales

AVPF Assurance vieillesse des parents au foyer

AVS Auxiliaire de vie sociale

B

BAFA Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur

BAFD Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

BMAF Base mensuelle de calcul des allocations familiales

C

CA Conseil d'administration

CCAS Centre communal d'action sociale

CCAPEX Commission de coordination des actions de prévention des expulsions

CDH Conseil départemental de l'habitat

CDAP Consultation des données allocataires par les partenaires

CDI Conseil départemental d'insertion

CEJ Contrat enfance et jeunesse

CF Complément familial

CIL Comité interprofessionnel du logement

CISC Commission des interventions sociales collectives

CISI Commission des interventions sociales individuelles

CLAS Contrats locaux d'accompagnement scolaire

CLH Commission locale de l'habitat

CLI Commission locale d'insertion

CLIJ Commission locale d'insertion des jeunes

CLLAJ Comité local pour le logement autonome des jeunes

CNAF Caisse nationale des allocations familiales

COG Convention d'objectifs et de gestion

CTG Convention territoriale globale

CPOG Contrat pluriannuel d'objectifs et de gestion

CRA Commission de recours amiable

CSC Centre socioculturel

CUCS Contrat urbain de cohésion sociale

D

DGFIP Direction générale des finances publiques

DT Délégation territoriale

DSL Développement social local

DTR Déclaration trimestrielle de ressources

E

EAJE Équipement d'accueil du jeune enfant

ESAT Etablissement et services d'aide par le travail

EVS Espace de vie sociale

F

FAAD Fonds d'aide aux accédants en difficulté

FAJ Fonds d'aide aux jeunes



LES SIGLES

FNAL Fonds national d'aide au logement

FJT Foyer jeunes travailleurs

FNAS Fonds national d'action sociale

FNGA Fonds national de la gestion administrative

FNH Fonds national de l'habitat

FNPF Fonds national des prestations familiales

FSL Fonds de solidarité logement

G

GA Gestion administrative

GED Gestion électronique des documents

GTD Groupe technique départemental

I

IMAJE Indicateur de mesure de l'accueil du jeune enfant (application informatique)

L

LAEP Lieu d'accueil enfants parents

LOLF Loi d'orientation de la loi de finances

M

MAM Maison

d'assistants maternels

MDPH Maison départementale des personnes handicapées

MPI Majoration parent isolé

MSAP Maison de services au public

N

NIMS Navigateur intranet multi-services (application informatique)

NIR Numéro d'identification durépertoire

O

ORU Opération de revouvellement urbain

P

PAH Prêt à l'amélioration de l'habitat

PAI Plan d'action institutionnel

PAJE Prestation d'accueil du jeune enfant

PAJE CA Complément d'activité de la Paje

PAJE CMG Complément de mode de garde de la Paje

PAJE COLCA Complément optionnel de libre choix d'activité de la Paje

PDALHPD Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

PDLHI Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne

PEL Projet éducatif local

PF Prestations Familiales

PMI Protection maternelle et infantile

PPA Prime d'activité

PS Prestation de service (financement national action sociale)

PSAVL Prestation de service animation vie locale

PSU Prestation de service unique

Q

QF Quotient familial

QVT Qualité de vie au travail

R

REAAP Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement aux parents

RHJ Résidence habitat jeunes

RNB Recueil national des bénéficiaires

RNCPS Répertoire national commun de la Protection sociale

RPE Relais petite enfance

RSA Revenu de solidarité active

S

SIAS Système d'information d'action sociale (application informatique)

T

TISF Technicien d'intervention sociale et familiale

TPSA Tutelle aux prestations sociales adultes

TPSF Tutelle aux prestations sociales familles

départementale des associations familiales

UCANSS Union des caisses nationales de la Sécurité sociale

V

VIP Vocation d'insertion professionnelle (dispositif crèche)

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES DEUX-SÈVRES

51 ROUTE DE CHERVEUX
79 034 NIORT CEDEX 9

caf.fr

CAF_DEUXSEVRES

CAF DES DEUX-SÈVRES

Service communication - Caf des Deux-Sèvres - Juin 2022